

[Étude annuelle sur le Service Civique et ses impacts]
Edition 2023

“LES IMPACTS DU SERVICE CIVIQUE SUR LA PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE DES JEUNES”

Cette enquête, pilotée par Marie Trellu-Kane, Présidente d'Unis-Cité, et Jean-François Serres, co-rapporteur de l'étude de 2017 du CESE sur le Service Civique, a été réalisée sous le contrôle et avec le soutien du comité éditorial de l'étude annuelle sur le Service Civique* et d'Olivier Galland, sociologue. Le sondage a été confié à l'IFOP et les entretiens qualitatifs à une équipe Unis-Cité pilotée par Chloé Vantorre. Les analyses et la rédaction du rapport ont été réalisées par Jean-François Serres.

UnisCité



Comité éditorial et équipe de rédaction

Directrice de la publication : Marie Trellu-Kane
Comité éditorial : Diarra Badiane (Evry-Courcouronnes), Maé Bouteille (FAGE), Samuel Béguin et William Feys (FFJ), Sarah Bilot (Le Mouvement associatif / Animafac), Henri Cabanel (sénateur), Michel Doneddu (CGT), Lydie Nicol (CFDT), Alain Régnier (Diair), Eric Sapin (CCSC-Volontariats) et Eléonore Tranchant (Ligue de l'Enseignement)
Rédacteurs : Jean-François Serres, Chloé Vantorre
Enquêteurs : Chloé Vantorre, Anissa Osmani, Samuel Béguin
Avec la participation de François Legrand et Olivier Galland

4	Préambule
5	Que savons-nous du rapport des jeunes à la démocratie ?
5	Une relation critique à la démocratie
6	Une précarisation qui génère une demande d'État fort
6	Un décrochage incontestable dans le rapport au vote
7	Une participation citoyenne plus directe, horizontale et ponctuelle
7	Face à cette question, une diversité de jeunesse
7	Entre jeunes diplômés et non diplômés : l'apparente scission
8	L'absence apparente de proximité partisane
10	Le Service Civique développe-t-il la participation politique et démocratique des jeunes ?
10	Que savons-nous à ce stade de l'impact du Service Civique sur l'engagement des jeunes ?
10	Service Civique, légitimité et appétence pour la Politique
12	Analyse du sondage IFOP sur l'impact du Service Civique sur la participation citoyenne et démocratique des jeunes
12	Méthodologie
12	Résultats
22	Retour sur les entretiens qualitatifs
22	Méthodologie
23	Ce que politique veut dire
28	Le Service Civique comme rite de passage
30	Les vertus cardinales des rencontres
35	La force de l'action et des expériences terrain
37	L'impact de la formation
39	La sécurité d'un statut reconnu

44	Recommandations
44	Généraliser le Service Civique et en favoriser l'accès aux jeunes les plus éloignés
47	Renforcer les relations entre les jeunes pendant et après leur Service Civique
48	Renforcer les relations entre les jeunes en Service Civique et les élus
50	Renforcer les relations entre les jeunes en Service Civique et le public / la population du territoire
50	Annexes
50	Livret consolidé des recommandations du Comité Éditorial de l'Étude Annuelle sur le Service Civique et ses impacts
56	Questionnaire du sondage
58	Questionnaire des entretiens
59	Sociologie des entretiens
60	Le regard de l'IFOP sur le sondage

Préambule

La relation des jeunes à la participation citoyenne et à la démocratie est un enjeu clé pour l'avenir de notre pays, et de notre démocratie. Si les jeunes semblent bel et bien s'engager, dans les territoires, sur les réseaux, par la signature de pétitions en ligne, face à l'urgence écologique, dans le bénévolat associatif..., ils semblent en revanche s'engager moins dans les partis politiques et douter, parfois, de la légitimité de la démocratie représentative, comme en atteste leur taux d'abstention encore relativement élevé aux élections. Par ailleurs, cette capacité à l'engagement citoyen ne semble pas être appropriée par tous les jeunes de la même manière, les différenciant sociaux, éducatifs, culturels, ayant, de fait, un impact sur les envies et capacités d'engagement.

Ce que l'on vit dans les premières années de notre vie adulte a de grandes chances de structurer nos habitudes politiques tout au long de notre vie. Or, le Service Civique, étape intensive d'engagement citoyen, de terrain, entre 16 et 25 voire 30 ans, ouvre aux jeunes qui y participent une expérience riche d'enseignements et de rencontres. Il leur donne l'occasion d'approcher des acteurs divers engagés dans la vie de la Cité, qui luttent pour des causes, agissent, coopèrent. Il est propice aux prises de consciences, aux questionnements, à la confrontation de points de vue. L'intuition derrière la présente étude est que l'expérience de Service Civique nourrit chez les jeunes l'appétence à l'engagement et à la participation démocratique et constitue un chaînon indispensable à la capacitation citoyenne des jeunes, et notamment aux moins favorisés et diplômés d'entre eux.

Cette deuxième étude sur le Service Civique et ses impacts vise à étudier cette intuition. A la valider, ou l'invalidier, en consultant, grâce à un sondage quantitatif de vaste ampleur, mais aussi grâce à des entretiens qualitatifs poussés, un panel représentatif de jeunes, aux profils sociaux et éducatifs différents, avec un focus sur les jeunes des quartiers populaires et les jeunes peu ou pas diplômés.

Si, comme nous allons tenter de l'analyser ici, le Service Civique est confirmé comme étant un outil efficace pour construire la capacitation citoyenne des jeunes dans leurs diversités, la préconisation essentielle de sa généralisation, de si nombreuses fois portée par la société civile, s'imposera comme non seulement souhaitable, mais nécessaire.

Après une 1^{ère} partie destinée à partager au lecteur une synthèse des données et analyses existantes sur le rapport entre les jeunes et la participation démocratique et citoyenne, ce rapport présentera :

- Les résultats d'un sondage mené en partenariat avec l'IFOP auprès de plus de 1700 jeunes ayant fait un Service Civique, dont 331 jeunes infra-bac et 200 résidant en quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)

- Les résultats des entretiens qualitatifs menés auprès d'un panel représentatif de ces jeunes et de leurs encadrants (tuteurs)

- Les recommandations du comité éditorial

Nous remercions mille fois Jean-François Serres, plume de cette étude annuelle, Chloé Vantorre, coordinatrice du projet au sein d'Unis-Cité, tous les membres du comité éditorial, qui ont validé l'ensemble du document avec leur engagement et leur exigence habituelle, ainsi que toutes les organisations d'accueil de jeunes qui ont mobilisé ces derniers pour que cette enquête soit la plus représentative possible.

Nous remercions également les équipes de l'Agence du Service Civique et de l'INJEP pour le temps précieux pris à partager les études existantes et à orienter les travaux de la présente étude.

Que savons-nous du rapport des jeunes à la démocratie ?

Une relation critique à la démocratie

Les jeunes, dans la suite de l'évolution des générations qui les précèdent, se détachent d'une "citoyenneté de déférence" et de remise de soi aux élites sociales et politiques (Tiberj, 2017)¹ à laquelle restent attachées les cohortes anciennes. Les jeunes sont porteurs d'autres aspirations démocratiques davantage inspirées de la société d'individus² vers une participation plus horizontale et moins déterminée par les lignes des partis. La jeune génération est plus ouverte en matière de mœurs et très concernée par la qualité des interactions entre les individus, la lutte contre les discriminations et les violences et le combat pour une société plus inclusive "reposant sur les idées de bien-être et de commune humanité qui sont au cœur du sentiment d'altruisme social (Monroe, 1998)³." Ils sont plus libéraux que leurs aînés et plus sensibles au respect des choix individuels.

En même temps, la jeune génération est davantage en demande d'ordre dans l'espace public et plus intransigeante à l'égard des incivilités et de la corruption en col blanc. Et ce qui la distingue également⁴, ce n'est pas qu'elle développe une vision plus critique de la démocratie mais qu'elle montre une moindre inhibition à la comparer à des régimes autoritaires, avec une appétence plus élevée pour l'idée d'un gouvernement militaire que les autres générations (le soutien à l'alternative d'une direction du pays par l'armée a quasiment triplé entre 2008 et 2018, passant de 5 % à 14 % (et 18 % des individus nés après 1990)⁵).

La jeune génération, plus que les précédentes, semble développer une vision critique de la démocratie au regard des qualités qu'elle attend d'elle pour garantir le respect des libertés individuelles et des différences mais aussi de l'ordre dans les relations interpersonnelles et l'espace public (efficacité, déconflictualisation, protection, capacité à décider).

¹ Vincent Tiberj, Laurent Lardeux (dir.), Génération désenchantées ? Jeunes et démocratie, Paris, La Documentation française, INJEP, 2021

² Ibid.

³ Très tôt, ces électeurs nés dans les années 1940 et 1950 se sont démarqués par un niveau exceptionnel d'intérêt pour la politique, dès leur arrivée dans la citoyenneté, dans les années 1960 et 1970. Clairement, cet effet de génération perdure encore aujourd'hui et vraisemblablement "donne le ton" à ce que l'on attend d'un citoyen. Leur propension à voter de manière systématique contribue aussi à asseoir l'influence de ce groupe dans la vie politique. Leur connexion à la politique telle qu'elle se fait (institutionnellement et en termes de partis) et leurs niveaux d'engagement peuvent effectivement servir d'étalon à ce que peut être un bon citoyen.

⁴ Vincent Tiberj, Laurent Lardeux (dir.), Génération désenchantées ? Jeunes et démocratie, Paris, La Documentation française, INJEP, 2021

⁵ Ibid.

⁶ Les données des enquêtes Valeurs confirment qu'il convient de bien distinguer individualisation (volonté d'autonomie) et individualisme, puisque la première est en forte croissance alors que le second est en baisse lente (Bréchon, 2014 ; Bréchon, 2021). Pierre Bréchon.

⁷ Vincent Tiberj, Laurent Lardeux (dir.), Génération désenchantées ? Jeunes et démocratie, Paris, La Documentation française, INJEP, 2021

⁸ L'attachement des français, y compris des jeunes, au modèle démocratique ne fait pas de doute. Il est très largement majoritaire : "92 % des français considèrent la démocratie comme une "bonne manière de gouverner". Les différences entre générations sont négligeables et non statistiquement significatives".

⁹ Vincent Tiberj, Laurent Lardeux (dir.), Génération désenchantées ? Jeunes et démocratie, Paris, La Documentation française, INJEP, 2021

Une précarisation qui génère une demande d'État fort

Depuis les années 1970, l'entrée des jeunes dans la vie adulte est de plus en plus lente et difficile¹⁰. Le taux de précarité des 15-24 ans est passé de 17 % en 1982 à 54 % en 2018. La pauvreté concerne près d'un jeune sur cinq en France (Lambert et al., 2020)¹¹.

Les crises successives ont accéléré la précarisation des franges les plus paupérisées de la jeunesse qui font les frais des inégalités intergénérationnelles, mais aussi intragénérationnelles. Suite à la crise sanitaire de 2020, "39 % des 18-24 ans déclarent avoir perdu des revenus, 44 % se sentent isolés et 32 % craignent de ne pas pouvoir payer leur loyer (Lambert et al., 2020)¹²." Cette crise a rendu particulièrement visible l'ampleur des difficultés rencontrées par les jeunes les moins pourvus, sortis du système éducatif, disposant de peu de soutien financier (de la part des parents et/ou des pouvoirs publics).

"Face à l'absence perçue d'alternatives, on voit se développer, au sein des parcours, des processus de scission entre de larges franges de ces jeunes générations et les pouvoirs publics. Ils se traduisent par la résurgence d'un discours anti système et l'adhésion à des logiques d'opposition "nous/eux" : la plupart des comportements politiques récents qui marquent les jeunes adultes au niveau international – abstention massive, polarisation des votes vers les droites et gauches plus radicales – trouvent leur source dans ces dynamiques générationnelles (Van de Velde, 2019)¹³."

Le déclassement des jeunes générations renforce leur dépendance vis-à-vis des solidarités institutionnelles et familiales : c'est donc parmi les 18-29 ans que la demande d'État est aujourd'hui la plus importante. Cette demande d'État s'articule avec les aspirations d'altruisme, de lien social et de solidarité qui constituent la base symbolique pour les jeunes d'une légitimité renouvelée de l'État providence.

Le décrochage à la participation démocratique particulièrement inquiétant chez des jeunes les plus précaires est donc nourri d'une forte attente déçue d'une société inclusive et d'un Etat efficace et solidaire.

Un décrochage incontestable dans le rapport au vote

Le décrochage saillant est la faible part des jeunes qui déclarent voter systématiquement : à peine un quart, quand ils sont 31 % parmi les 30-44 ans et 51 % parmi les 45-59ans. "Un jeune de la tranche d'âge des 18-29 ans a dix fois moins de chances d'être un votant systématique qu'une personne de 60 ans ou plus qui lui est en tout point comparable.^{14 15"}

Si "seulement une minorité d'entre eux se déplacent régulièrement pour voter, leur poids réel sera minoré dans les urnes, à la différence des seniors qui pèseront alors plus que leur poids démographique. Pour peu que les préférences politiques des uns et des autres ne soient pas les mêmes, il y a de bonnes chances que les partis se focalisent plutôt sur les préférences des votants, et donc des seniors, plutôt que sur celles des jeunes qui ne se mobilisent guère¹⁶." Le retour aux urnes de la jeune génération est donc un enjeu majeur, faute de quoi l'écart entre leurs aspirations et l'offre politique ne fera que croître, nourrissant en retour les désillusions et le risque associé de réactions anarchiques et potentiellement violentes.

Le faible engagement des jeunes dans l'élection est-il uniquement dû à leurs désillusions face au fonctionnement actuel de la démocratie ? Ou est-il aussi dû au fait qu'ils n'ont pas encore pris le pli du vote (effet cycle de vie), ou selon les cas, au fait que leurs réseaux personnels ne les a pas amenés à s'y intéresser ? "Les jeunes ne sont plus sous l'influence directe des parents ou des professeurs, mais pas encore insérés dans les réseaux amicaux, professionnels ou de voisinage qui peuvent contribuer à les amener aux urnes (Franklin, 2004)^{17"}. En tout état de cause, si le pli du vote n'est pas pris en début de vie de citoyen, cette situation risque de perdurer tout au long de la vie adulte.

La question des inégalités sociales au sein de la jeunesse se pose dans cette même perspective : si les votants systématiques parmi les jeunes sont les plus riches, les plus urbains ou les plus diplômés, quelles capacités à se faire entendre auront les ruraux, les pauvres ou les moins diplômés ? C'est pourquoi, même si chez les jeunes la déconnexion au vote est particulièrement répandue et déborde largement les groupes "classiquement" abstentionnistes¹⁸, l'évolution de la participation démocratique des jeunes issus des milieux les moins favorisés doit retenir toute notre attention.

Une participation citoyenne plus directe, horizontale et ponctuelle

Les modes de participation à la démocratie évoluent de génération en génération : "pour faire simple, les plus jeunes générations ont plus de chances d'accepter la pétition, la manifestation, le boycott ou la grève illégale comme des moyens d'expression légitimes¹⁹."

La citoyenneté des nouvelles générations passe en effet par d'autres moyens d'action et d'expression que le vote ou le militantisme partisan. Elle se traduit par des formes de participation et d'engagement plus directes, ancrées dans des dimensions locales, prolongées dans l'espace virtuel des réseaux sociaux, sans médiation politique traditionnelle et avec des périodes de mobilisations intenses et d'autres de désinvestissement. "C'est peut-être une autre citoyenneté qui est en train d'émerger parmi les "millennials" (les individus nés dans les années 1980 et 1990). Oui, ils votent moins et adhèrent moins aux organisations partisanses. Oui, ils critiquent les institutions et doutent des capacités des élus à résoudre les problèmes. Mais les marches pour le climat sont apparues dans et grâce à la jeunesse. C'est aussi dans cette jeunesse que de nouvelles formes d'action politique se construisent notamment à travers les réseaux sociaux²⁰."

Les diverses formes de participation à la démocratie ne sont que la face émergée d'une participation citoyenne qui s'exprime dans la solidarité proche (familiale, de voisinage, entre pair, etc.) et à travers bien d'autres canaux (associations, réseaux sociaux etc.).

Face à cette question, une diversité de jeunesse

La compétence politique est au carrefour des inégalités sociales et des logiques de la domination sociale²¹ : du côté des "compétents", on trouve plus souvent les diplômés, les cadres et professions intellectuelles, les riches ; et du côté des "peu compétents" plutôt les peu diplômés, les catégories populaires, les pauvres.

La typologie proposée par Laurent Lardeux et Vincent Tiberj, dans l'étude "*Génération désenchantées ? Jeunes et démocratie*" publiée en 2021 distingue quatre types de relation à la participation citoyenne :

- les sophistiqués (haut niveau de diplôme et d'intérêt),
- les ordinaires (faible niveau de diplôme et d'intérêt),
- les autodidactes (faible niveau de diplôme, fort intérêt)
- et les distants (fort niveau de diplôme et faible intérêt).

A partir de cette typologie deux phénomènes d'évolution marquant sont identifiées : le premier est l'évolutions des citoyens sophistiqués en citoyens distants, qui ne s'engagent pas, non par incompétence ou sentiment d'illégitimité, mais par désenchantement. Le deuxième phénomène est la forte diminution, particulièrement frappante, des autodidactes, surtout si on la met en perspective avec la stabilité des citoyens désignés comme "ordinaires". Les autodidactes sont encore un quart des plus de 60 ans, mais ne représentent plus que 8 à 9 % des moins de 45 ans²²." Ce deuxième phénomène reflète une profonde amplification des inégalités sociales face à la politique, particulièrement préoccupante dans la jeune génération²³.

Cependant, et c'est l'intuition qui fonde cette étude, les individus ne sont pas condamnés à une incompétence politique statutaire (due à leur place dans la société)²⁴. L'enjeu pourra être de vérifier si le Service Civique réduit dans la jeune génération la part des distants pour augmenter celle des autodidactes...

Entre jeunes diplômés et non diplômés : l'apparente scission

Pour appréhender l'évolution de la participation démocratique, l'enquête Valeurs met en contraste une culture de participation institutionnelle et dirigée par les élites (les élections) et une culture protestataire qui considère légitime les formes de participations plus directes (pétition, boycott, manifestations, grève)²⁵.

^[1] Les plus rétifs restent les électeurs nés avant-guerre, tandis que les baby-boomers sont divisés (certains les mobilisent, d'autres les rejettent) et que les post-babyboomers les acceptent plus qu'ils ne les pratiquent (pour l'instant). Parmi eux, les plus jeunes sont parmi les plus nombreux à les accepter, mais pour des questions d'opportunité (et donc de carrière), ils ne sont pas toujours les plus pratiquants.

^[2] Vincent Tiberj, Laurent Lardeux (dir.), Génération désenchantées ? Jeunes et démocratie, Paris, La Documentation française, INJEP, 2021

^[3] Les historiens de la démocratie, notamment Pierre Rosanvallon (2001), ont montré que derrière l'égalité formelle de la citoyenneté, des barrières ont souvent été érigées pour se prémunir des incapacités des individus à exercer ce rôle : les groupes "suspects" ont été et sont encore parfois les femmes, les pauvres, les minorités ethniques ou raciales, les jeunes ou les anciens criminels.

^[4] En miroir, la part des citoyens ordinaires a baissé – 41% des 60 ans et plus, contre un quart des moins de 45 ans –, mais leur poids aurait dû encore plus se réduire, si le ratio entre autodidactes et citoyens ordinaires était resté le même. Les peu diplômés représentent les deux tiers des plus de 60 ans, et encore environ un tiers des moins de 45 ans. Pourtant parmi les seniors, 38% des peu diplômés restent intéressés par la politique – donc sont des autodidactes – et 62% appartiennent au groupe des citoyens ordinaires. Au sein des 45 ans et moins peu diplômés, 22% sont des autodidactes et 78% des citoyens ordinaires. L'hypothèse du moratoire politique ne suffit pas à expliquer cette forte présence des citoyens ordinaires. Elle aurait pu s'appliquer aux 18-29 ans, mais il paraît difficile de l'étendre aux 30-45 ans.

^[5] Cette cassure a d'autant plus d'importance que l'on peut supposer que les autodidactes étaient aussi des leaders d'opinion (Katz, Lazarsfeld, 1955) à même de relayer des informations, de conscientiser et de mobiliser leurs proches. La rarefaction de ce type de citoyens contribue sans doute à expliquer pourquoi les catégories populaires et particulièrement leurs membres les moins âgés semblent avoir perdu confiance dans le personnel politique et les partis, paraissent difficilement mobilisables, y compris sur des enjeux comme le chômage ou la retraite, et participent de moins en moins électoralement (Braconnier, Dormagen, 2007 ; Peugny, 2015).

^[6] Pour peu qu'ils développent une appétence pour la politique, alors ils peuvent arriver à compenser leurs handicaps (Michelat, Simon, 1985) et devenir plus compétents ou aussi compétents que des diplômés du supérieur, qui pourtant ont des compétences cognitives de traitement des informations particulièrement élevées. C'est notamment le cas des ouvriers syndiqués.

^[7] La culture de la participation dirigée par les élites (essentiellement les électeurs) reste donc répandue dans la cohorte née avant-guerre, mais elle est déjà plus faible, voire marginale, dans celles qui suivent. Avec le renouvellement générationnel, elle va sans doute disparaître et être remplacée par d'autres manières de prendre part à la politique : les baby-boomers et une partie de leurs puînés mobilisent l'ensemble des moyens d'action à leur disposition et nombre de post-baby-boomers sont d'abord des protestataires et, au mieux, ils ne pratiquent l'acte de vote que de manière épisodique. Il y a de grandes chances que cette culture de participation se maintienne puisque certains de ces protestataires sont désormais proches de la cinquantaine. Ces évolutions s'inscrivent dans les transformations de la citoyenneté évoquées dans le chapitre précédent.

^[10] Différents indicateurs de transition vers l'âge adulte, qu'il s'agisse du premier emploi, de la première relation amoureuse, du départ du foyer parental, de la première cohabitation ou du premier enfant, ont pour chaque nouvelle génération été repoussés de plusieurs années depuis les années 1970, en même temps que la conjoncture économique a rencontré un net ralentissement.

^[11] Vincent Tiberj, Laurent Lardeux (dir.), Génération désenchantées ? Jeunes et démocratie, Paris, La Documentation française, INJEP, 2021

^[12] Ibid.

^[13] Ibid.

^[14] Il aura également deux fois plus de chances d'être défiant et quatre fois moins de chances d'être intéressé par la politique.

^[15] Vincent Tiberj, Laurent Lardeux (dir.), Génération désenchantées ? Jeunes et démocratie, Paris, La Documentation française, INJEP, 2021

^[16] Ibid.

^[17] Ibid.

^[18] Ainsi, même si les plus riches semblent être plus souvent des votants systématiques, seulement 40% d'entre eux sont en fait dans ce cas, contre 23% à 27% des jeunes appartenant au 1er, 2e et 3e quintiles de revenus. Quant aux diplômés du supérieur, 33% se disent votants systématiques, soit une différence significative avec les diplômés du secondaire (17%), mais dans les deux cas, c'est la distanciation d'avec le vote qui prévaut. En cela, les 18-29 ans (mais aussi les 30-45 ans) se distinguent des plus de 60 ans.

Elle définit elle une typologie en quatre types :

- les “non-participants” qui ne votent pas systématiquement et n’ont jamais protesté²⁶;
- les “électeurs”, qui votent systématiquement, mais s’abstiennent de protester²⁷;
- les “protestataires” qui au mieux votent épisodiquement, mais ont déjà protesté²⁸;
- les “polyparticipants” qui votent systématiquement et ont déjà protesté.

Les formes protestataires sont la marque d’une appétence politique et ne nourrissent pas la distance au modèle démocratique, au contraire. “L’attachement à la démocratie représentative croît avec la propension à manifester : cette dernière ne semble donc pas résulter d’un rejet de la démocratie. Au contraire, ce sont les jeunes les moins engagés dans l’action politique protestataire qui sont les plus critiques à l’égard de la démocratie représentative²⁹.”

L’étude de l’institut Montaigne identifie ainsi deux groupes de jeunes :

- Le premier joue sur tous les registres de l’action et de l’engagement politique qu’ils soient ou non conventionnels.
- Le second s’éloigne de toutes les formes d’engagement ou de participation politique.

L’étude montre que l’effet du niveau de diplôme est très fort : la moitié des jeunes ayant un diplôme inférieur au baccalauréat considère que le vote est inutile. Sur ce plan, il semble bien y avoir une scission à l’intérieur de la jeunesse. Tous partagent un regard très critique sur le fonctionnement du monde politique et de la démocratie, mais les moins diplômés associent beaucoup plus souvent à ce regard critique, un désengagement assez radical à l’égard de la participation politique. La montée des non-participants parmi les plus jeunes est donc sans doute la donnée à suivre de plus près. “Que les citoyens ordinaires nés dans les années 1990 aient 45 % de chances de ne participer ni par le vote ni par la manifestation ou la pétition est préoccupant. 51 % des jeunes qui ont quitté l’école avant 18ans sont dans ce cas³⁰.” Si cette non-participation perdure dans ce groupe, les inégalités socio politiques

se seront aggravées en France³¹. La non-participation des jeunes citoyens ordinaires peut s’expliquer en partie par l’absence dans leur parcours d’opportunités de mobilisation³² ce qui pourrait conforter l’importance du rôle du Service Civique pour en faire des citoyens autodidactes qui se caractérisent par leurs polyparticipations.

L’engagement dans la vie quotidienne, au sein de sa famille, notamment auprès des plus âgés, dans son voisinage, ses réseaux d’amitié, sa communauté ou dans des associations constitue des formes de participation active pour une société inclusive qui entre dans le continuum d’engagement citoyen des jeunes à la démocratie et nourrissent leur attente de réponses politiques.

L’absence apparente de proximité partisane

“Depuis l’élection de 2017, les liens entre offre politique et citoyens traversent une période particulièrement troublée³³.”

Le clivage identitaire gauche/droite semble ne plus fonctionner, mais pas particulièrement pour la jeune génération uniquement : “49 % des individus nés en 1991 ou après et 48 % des membres de la cohorte 1981-1990 ne se placent ni à gauche ni à droite³⁴.” Toutefois, si l’on y regarde de près, dans les citoyens ordinaires, 75 % des citoyens nés après 1991 utilisent la case centrale ou ne répondent pas (“Ils sont 58 % dans les cohortes 1961-1970 et 1971-1980 et 63 % dans la cohorte 1981-1990³⁵”).

Le décrochage qui touche spécifiquement les citoyens ordinaires, ni diplômés, ni intéressés par la politique, est en effet particulièrement marqué, surtout dans la jeune génération : 60 % des citoyens ordinaires nés dans les années 1990 ne se retrouvent dans aucun parti³⁶. “Les citoyens ordinaires des générations récentes votent moins systématiquement, protestent plus rarement et ne se sentent pas représentés³⁷.”

Selon l’étude de l’institut Montaigne, les jeunes désaffiliés politiquement sont plus souvent des femmes, des jeunes n’ayant pas fait d’études ou ayant suivi un cursus professionnel, issus de familles d’employés et plus encore de familles d’inactifs ou de chômeurs en difficulté financière.

La distance aux partis ne provient pas d’une perte des valeurs mais bien d’une distance avec l’offre politique. “Les adeptes représentent le premier groupe en taille. La cassure avec l’offre politique semble encore plus accentuée parmi les jeunes générations : 42 % des répondants nés après 1981 ne trouvent pas parti à leur convenance³⁸.”

En guise de conclusion nous reprenons ici un extrait de l’avis du CESE de 2022 : “Nous avons constaté qu’au-delà d’une érosion généralisée de la participation et d’un effet d’âge, il existe aujourd’hui un effet générationnel qui nous place dès lors à un tournant pour notre démocratie : si rien n’est fait, la faible participation des jeunes actuels risque de perdurer au-delà de leur jeunesse, ce qui réinterroge notre système³⁹.”



²⁶ Les non-participants constituent toujours un volant non négligeable d’individus dans chaque cohorte (entre 10% et 15%), mais ils s’avèrent particulièrement importants parmi les jeunes électeurs : 19% dans la cohorte 1981-1990 et jusqu’à 28% dans la cohorte 1991 et après.

²⁷ Les purs électeurs déclinent avec le renouvellement générationnel : ils passent ainsi de 36% des membres de la cohorte née avant 1941 à 19% dans la cohorte 1941-1950, 10% dans la cohorte 1951-1960 et ne sont plus que 5% dans la cohorte 1981 et après.

²⁸ Le poids des protestataires progresse : ils étaient marginaux parmi les pré-baby-boomers (10%) ; ils comptent pour environ 20% chez les baby-boomers et sont désormais nombreux chez les post-baby-boomers (environ un sur deux).

²⁹ Olivier Galland, Marc Lazar, Une jeunesse plurielle : Enquête auprès des 18-24 ans. Institut Montaigne, Paris, février 2022

³⁰ Vincent Tiberj, Laurent Lardeux (dir.), Générations désenchantées ? Jeunes et démocratie, Paris, La Documentation française, INJEP, 2021

³¹ Mais qu’en est-il de celles et ceux qui ont quitté l’école plus tôt ? Qu’en est-il aussi des travailleurs peu qualifiés, des précaires ? Il y a un risque non négligeable qu’ils sortent des radars politiques : n’étant plus soumis au devoir civique, ils votent moins ; évoluant dans un monde où les syndicats sont de moins en moins présents, ils risquent de manquer des opportunités de mobilisation et de conscientisation dont avaient bénéficié leurs aînés. Si on n’y fait pas attention, on risque bien de ne plus entendre dans la « politique des voix » que les citoyens les moins défavorisés et donc de voir les inégalités de représentation s’accroître (Dalton, 2017). Le mouvement des Gilets jaunes peut être le signe d’un retour dans le jeu politique de ces citoyens silencieux (Collectif d’enquête sur les Gilets jaunes, 2019), mais encore faut-il que ce type de mouvement se reproduise régulièrement.

³² Rappelons que dans le modèle de Sidney Verba et al. (1995), il doit y avoir rencontre entre des individus avec leurs dispositions cognitives et leurs préférences et des agents de mobilisation : il faut « qu’on » leur propose de se mobiliser (sur le lieu de vie, le lieu de travail ou ailleurs). Cette forte proportion de non-participants peut donc aussi être la conjonction d’un effet traditionnel de cycle de vie et d’un effet de période moins propice à la mobilisation.

³³ Vincent Tiberj, Laurent Lardeux (dir.), Générations désenchantées ? Jeunes et démocratie, Paris, La Documentation française, INJEP, 2021

³⁴ Ibid.

³⁵ Ibid.

³⁶ Le refus d’un parti atteint chez eux des niveaux exceptionnels. À titre d’exemple en 2002, les citoyens ordinaires étaient 21% à ne pas choisir de parti ; en 2018 ils sont désormais 51%. La probabilité prédite d’être sans parti oscille alors entre 47% chez les citoyens ordinaires nés avant 1960, 53% chez ceux nés entre 1961 et 1980, 57% chez ceux nés dans les années 1980 et 60% chez ceux nés dans les années 1990.

³⁷ Vincent Tiberj, Laurent Lardeux (dir.), Générations désenchantées ? Jeunes et démocratie, Paris, La Documentation française, INJEP, 2021

³⁸ Généralement les classes d’âge actives déclarent plus souvent une proximité partisane que les jeunes et les retraités. Mais ces traditionnels effets cycle de vie sont gommés dans l’enquête Valeurs : les générations actives (1961-1970, 1971-1990, 1981-1990) comptent 33% à 36% d’adeptes, tandis que l’on en compte à peu près autant parmi les générations les plus anciennes.

³⁹ KENZA OCCANESEY ET MANON PISANI, Engagement et participation démocratique des jeunes, Avis du Conseil Economique, Social et Environnemental, 2022

Le Service Civique développe-t-il la participation politique et démocratique des jeunes ?

Que savons-nous à ce stade de l'impact du Service Civique sur l'engagement des jeunes ?

Le rapport de l'INJEP "Évaluation du Service Civique, résultats de l'enquête sur les parcours et les missions des volontaires" de mai 2021, permet d'évaluer l'effet du Service Civique sur le bénévolat associatif et d'autres formes d'engagement plus politiques comme la défense de causes par des manifestations ou des pétitions, ou encore la participation aux élections.

Sur le vote et l'envie de se tenir informé : les anciens volontaires du Service Civique sont 65 % à avoir voté aux élections présidentielles de 2017. Parmi les personnes qui étaient majeures au moment de leur entrée en mission, cette proportion s'élève à 68 %, soit une proportion supérieure à l'ensemble de la classe d'âge des 18-25 ans (58 %). Les jeunes sont 17 % à déclarer que leur Service Civique a eu une influence positive sur leur envie de voter, et 34 % sur leur envie de se tenir informés des actualités politiques, sociales ou économiques.

En ce qui concerne les autres formes d'engagement, 34 % des jeunes en Service Civique ont signé une pétition ou défendu une cause sur internet au cours de l'année précédant leur mission, contre 43 % de l'ensemble des 18-25 ans au cours des 12 derniers mois. Les engagés du Service Civique sont 16 % à avoir participé à une manifestation ou à une grève, soit une proportion comparable à celle de l'ensemble des 18-25 ans (16 %). Ces proportions restent presque inchangées après la mission de Service Civique, ce qui laisse supposer que le dispositif a peu d'effets sur ces formes d'engagement.

Sur l'engagement dans le bénévolat associatif, le rapport de l'INJEP met en évidence que les volontaires sont en moyenne un peu plus souvent engagés bénévolement que l'ensemble des jeunes tant avant qu'après leur mission, et que les jeunes engagés avant leur mission ont un profil similaire aux jeunes bénévoles au niveau national : ce sont plus souvent des diplômés, des étudiants, et des hommes⁴⁰.

Deux approches sont mises en regard, une approche subjective (envie de s'engager) et une approche objective (effectivité de l'engagement) : "Ces deux approches donnent des résultats divergents. Alors que 44 % des volontaires déclarent que leur mission a eu une influence positive sur leur envie de faire du bénévolat contre 3 % qui déclarent qu'elle a eu une influence négative, l'approche objective montre une grande stabilité des fréquences de bénévolat avant et après la mission. D'après les catégories utilisées, la fréquence de bénévolat est restée stable avant et après la mission pour une majorité de volontaires (69 %, dont 22 % qui en faisaient avant et après la mission et 47 % qui n'en faisaient ni avant ni après la mission) ; 14 % des volontaires ont augmenté l'intensité de leur engagement après la mission, tandis que 17 % l'ont diminuée. Laissant supposer l'absence de lien direct.

Les jeunes ne sont interrogés que sur leur engagement depuis la fin de la mission jusqu'au moment de l'enquête, qui s'est tenue 6 à 18 mois après la fin du Service Civique, ce qui exclut les effets inconscients pendant la mission, mais aussi les potentiels effets à long terme de la mission sur le bénévolat. Il faudrait pour ce faire une étude à N+3 ou N+5.

Cette étude de l'INJEP n'a pas fait de focus particulier sur les profils de jeunes moins diplômés et/ou moins favorisés socialement. Ce focus sera fait dans l'enquête objet de la présente étude.

Service Civique, légitimité et appétence pour la Politique

La compétence politique est à la fois cognitive et subjective. Elle nécessite des connaissances et informations suffisantes pour se faire une opinion, l'exprimer et la défendre. Mais elle nécessite aussi un sentiment de légitimité permettant d'oser prendre part au débat et participer⁴¹. Certains jeunes se sentent légitimes à s'exprimer, voter, participer, tandis que d'autres pensent qu'ils n'en ont pas les qualités, qu'ils n'en savent pas assez... : qu'ils ne sont pas "légitimes à s'exprimer" : les hommes se sentent plus légitimes que les femmes, les diplômés que les non-diplômés, les cadres que les ouvriers, etc⁴².

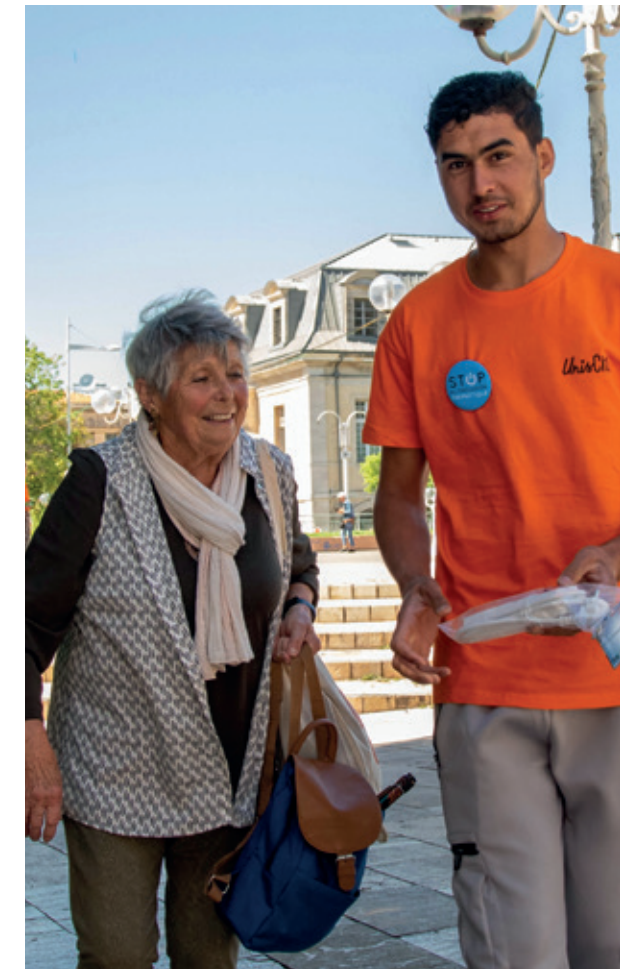
Le Service Civique devrait, en soi, développer la conscience et la connaissance Politiques, à travers les missions confiées aux jeunes ou certains éléments de la formation civique et citoyenne. Le développement de la compétence politique cognitive pourrait donc être évaluée en fin de Service Civique en vérifiant si certaines informations et connaissances ont été acquises, mais aussi si le Service Civique a permis aux jeunes de mieux identifier les sources d'information fiables sur la vie politique du pays.

De nombreuses études ont montré que le principal apport du Service Civique est le développement de la confiance et du sentiment de légitimité à s'exprimer, ainsi que celui de l'appétence politique, du goût pour les affaires publiques et les débats qui les animent. Plus les jeunes aiment ce que leur engagement leur apporte, plus ils ont le sentiment d'être utiles, notamment à des publics fragiles, plus ils ont l'opportunité, durant leur service, de s'ouvrir à des questions d'intérêt général... À l'inverse, quelqu'un qui n'a pas de goût pour la politique, et qui n'est pas invité à s'informer, comprendra de moins en moins ce qui se passe sur la scène publique et verra alors son indifférentialisme renforcé ("tous les mêmes", voire "tous pourris"⁴³).

Selon Tristan Haute, cité dans l'étude de 2022 du CESE "Engagement et participation démocratique des jeunes" : "le vote repose toujours sur du lien social. Augmenter la participation nécessite aussi de travailler sur les solidarités, sur le lien social". Il se trouve que le Service Civique est un espace de socialisation et de renforcement des liens, notamment pour les jeunes les plus exposés à l'isolement social du fait de leur situation socio-économique. Le postulat que nous formulons est donc qu'il contribue à asseoir la légitimité des jeunes à s'engager politiquement au sens le plus générique du terme.

Quelle que soit leur situation de départ, qu'ils soient des jeunes diplômés disposant d'une compétence politique préalable ou des jeunes qui n'ont ni les connaissances ni le sentiment de légitimité suffisants pour s'engager voire même s'exprimer politiquement, l'appétence "pour la chose publique" qu'apporte le Service Civique semble essentielle. Pour les uns, elle "réenchante"⁴⁴ l'engagement politique et la participation à la démocratie, pour les autres, elle les y conduit.

Il s'agit donc d'identifier si le Service Civique développe bel et bien d'une part la confiance et le sentiment de légitimité des jeunes à exprimer leur opinion propre, et d'autre part leur appétence à la politique (envie de s'informer, de s'engager, de défendre des valeurs, une cause, etc.). Il s'agit aussi de regarder si son impact est identique pour tous les jeunes, ou particulièrement marqué chez certains d'entre eux, et notamment les jeunes des milieux populaires et/ou peu qualifiés, dont les études montrent qu'ils sont parmi les jeunes les moins intéressés et engagés dans la vie politique et démocratique du pays, dont ils se sentent souvent exclus.



⁴⁰ Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2018, cité dans CELLARD-CHILLES, Adélaïde ; FRANCOU, Quentin, Quelles sont les missions de Service Civique qui favorisent l'engagement bénévole ? . INJEP ANALYSES & SYNTHÈSES - n° 39, octobre 2020 - 4 p.

⁴¹ Eric Agrikolansky (2014) a étudié par exemple le cas des « électeurs des beaux quartiers » qui se donnent le droit à opiner sur la politique sans pourtant que leurs connaissances du domaine soient particulièrement fortes.

⁴² Vincent Tiberj, Laurent Lardeux (dir.), Générations désenchantées ? Jeunes et démocratie, Paris, La Documentation française, INJEP, 2021

⁴³ Vincent Tiberj, Laurent Lardeux (dir.), Générations désenchantées ? Jeunes et démocratie, Paris, La Documentation française, INJEP, 2021

⁴⁴ Nous faisons l'hypothèse que le manque d'appétence pour la politique peut aussi être le produit de connaissances. Parce qu'ils disposent d'informations sur la politique, que leur capacité à juger politiquement s'est construite et fortement développée grâce aux années d'études, ce sont des citoyens "à qui on ne la fait pas", qui décodent justement trop bien le jeu politique, ce qui les incite encore moins à y adhérer. Ici, la connaissance ne crée plus de l'appétence, mais des citoyens désenchantés qui ne s'enthousiasment plus pour la scène politique (ce qui n'implique pas qu'ils ne sont préoccupés que par eux-mêmes et se désintéressent de ce qui se passe dans le reste de la société).

Analyse du sondage IFOP sur l'impact du Service Civique sur la participation citoyenne et démocratique des jeunes

Méthodologie

Le sondage réalisé par l'IFOP pour le compte d'Unis-Cité et du comité éditorial de l'étude annuelle sur le Service Civique et ses impacts, interroge des jeunes passés par un Service Civique ou en Service Civique depuis au moins 6 mois. Certaines questions du sondage⁴⁵ ont été choisies et formulées de manière à pouvoir être comparées aux réponses formulées par la population jeune générale dans d'autres sondages⁴⁶.

L'enquête a été menée du 12 juillet au 16 août 2023 auprès d'un échantillon de 1 729 jeunes ayant réalisés un Service Civique dans diverses structures associatives et publiques. 19% des jeunes interrogés n'avaient ni diplôme ni qualification ("infra-bac" : 331 répondants) et 12 % résidaient en quartier prioritaire de la politique de la ville (200 répondants), ce qui permet d'avoir un échantillon représentatif y compris de ces jeunes en particulier. Les répondants ont été invités à répondre à l'enquête par le biais d'un mailing et via les canaux de communication de leurs structures d'accueil.

D'après l'IFOP, le taux de réponse habituellement obtenu sur cette tranche d'âge est généralement bien plus faible. Le fait qu'autant de jeunes se soient mobilisés pour répondre à ce sondage est déjà un enseignement en soi sur l'intérêt que les jeunes portent à leur engagement de Service Civique, et sur l'impact que celui-ci a sur leur conscience citoyenne et volonté de s'exprimer.

Les questions du sondage portent sur l'état d'esprit des jeunes, leur compréhension des institutions et de la vie politique, leur sentiment de légitimité à s'exprimer, la formation de leurs opinions, leurs intentions quant au vote et enfin leur sentiment d'appartenance à la communauté nationale et leur fierté d'être français. Elles cherchent, évidemment, à connaître l'impact qu'a eu le Service Civique sur ces différents volets de la participation démocratique et citoyenne.

Résultats

EN BREF : un impact avéré, particulièrement marqué pour les jeunes de quartiers populaires et/ou peu qualifiés

Le sondage de l'IFOP démontre la pertinence du Service Civique dans la construction de la citoyenneté des jeunes, par l'éveil et la curiosité (envie de savoir ce qui se passe), l'acquisition de connaissances (meilleure compréhension de ce qui se joue dans la vie de la Cité), le développement de la légitimité à s'exprimer et par la prise de conscience du rôle de chacun face aux enjeux de société. **Ces effets sont encore plus importants pour les jeunes de quartiers populaires et les jeunes non diplômés.**



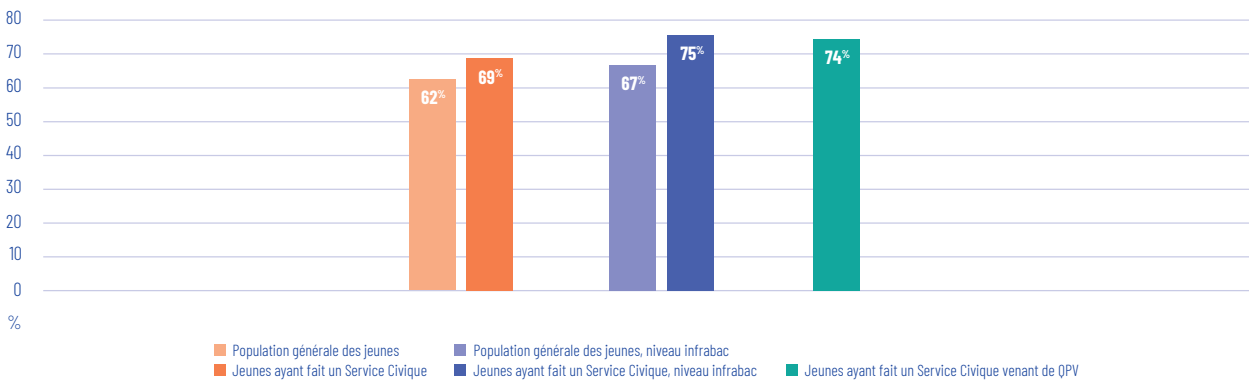
Le Service Civique semble forger des jeunes plus optimistes et satisfaits que les autres de leur place dans la société

69 % des jeunes interrogés se disent optimistes pour leur avenir, cela va même jusqu'à **75 % pour les jeunes de niveau infra-bac et 74 % pour les jeunes de quartiers populaires.**

Le Service Civique semble par ailleurs nourrir la **satisfaction des jeunes quant à leur place dans la société** : 61 % sont satisfaits de cette place avant le Service Civique, et 70 % après. **L'écart est encore plus significatif pour les jeunes des quartiers populaires** qui sont seulement 50 % à être satisfaits de leur place dans la société avant de s'engager en Service Civique, et sont 72 % à l'être après. **+22 points !**

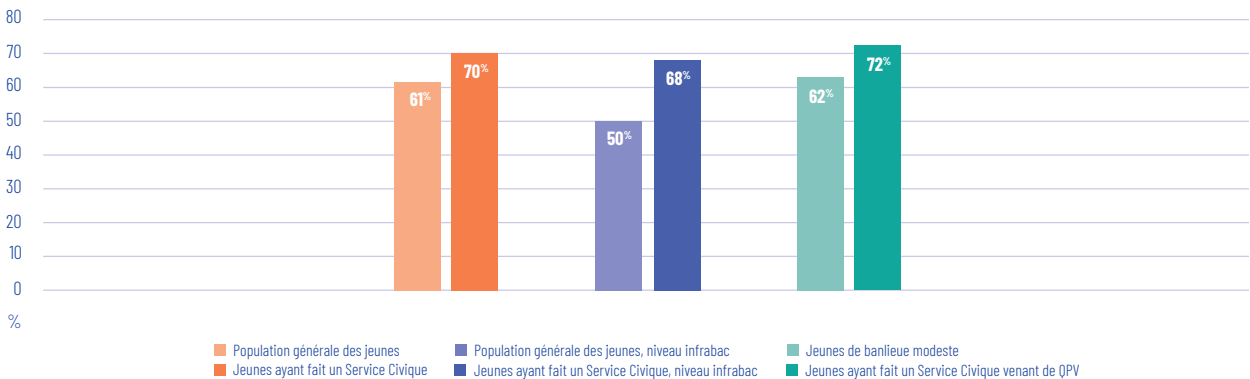
"En pensant à l'avenir, pour vous et vos proches, diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste ?"

Total "optimistes" :



"Êtes-vous très satisfait, assez satisfait, peu satisfait ou pas satisfait du tout de la place que vous occupez aujourd'hui dans la société ?"

Total "satisfaits" :



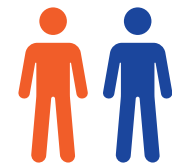
⁴⁵ Voir questionnaire du sondage en annexes

⁴⁶ Et notamment dans l'Enquête Nouvelle Vague 2021 de l'IFOP

Les données relatives à la "population générale des jeunes" sont issues de l'enquête "Nouvelle Vague" de l'IFOP (2021).

Après le Service Civique, les jeunes s'intéressent davantage et comprennent mieux la vie politique et institutionnelle

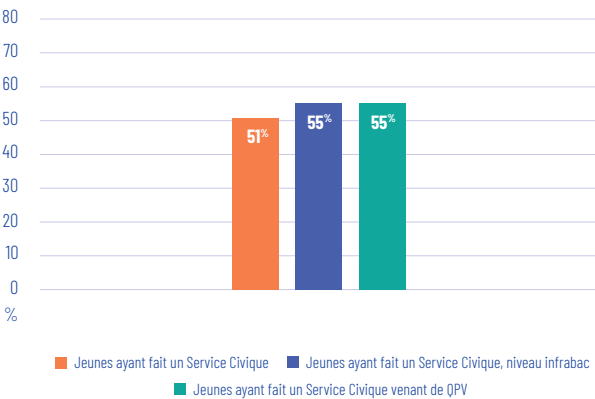
Un jeune sur deux dit **mieux comprendre la vie politique française** (51 %) depuis son Service Civique, mieux comprendre à quoi servent et comment fonctionnent les institutions (44 %) et avoir **davantage d'intérêt pour les sujets de société** (66 % des jeunes). Ces résultats sont **décuplés pour les jeunes de quartiers populaires** qui bénéficient particulièrement des apports du Service Civique : ils sont 55 % à mieux comprendre la vie politique française (**comme les jeunes infra-bac**), 58 % à savoir à quoi servent et comment fonctionnent les institutions et **68 % des jeunes de quartiers populaires déclarent s'intéresser, depuis leur Service Civique, beaucoup plus aux sujets de société**.



1 jeune / 2
comprend mieux la vie politique
depuis son Service Civique

“Avez-vous l'impression de mieux comprendre la vie politique française par rapport au début de votre Service Civique ?”

Total “Oui” :

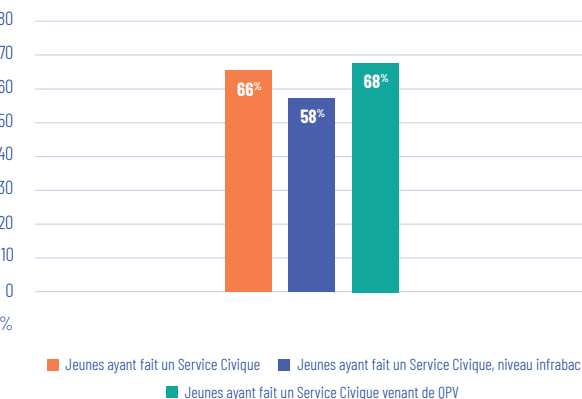


L'impact du Service Civique sur la compréhension des institutions et du fonctionnement de la démocratie française est décuplé pour les jeunes des quartiers populaires et les jeunes de faible niveau de qualification.

Enfin, **les jeunes qui ont fait un Service Civique s'intéressent bien plus à la politique que la majorité des jeunes (47% contre 36%)**. A voir si la raison est le profil des jeunes qui s'y engagent, ou le fruit du cheminement permis par le Service Civique. Au vue de la diversité des profils socio-culturels et de niveaux d'étude des jeunes sondés dans le cadre de cette enquête, l'on peut présager que l'expérience de Service Civique reste l'une des raisons de cet intérêt supérieur.

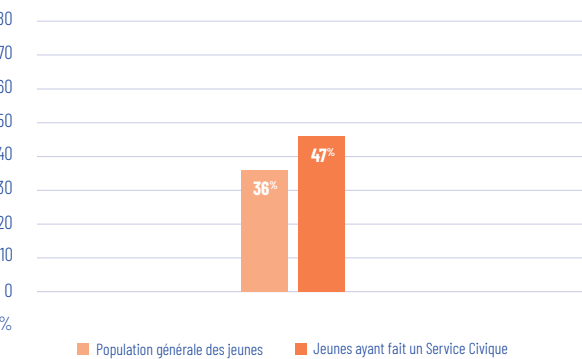
“Depuis votre Service Civique, vous intéressez-vous davantage à des questions de société ?”

Total “Oui” :



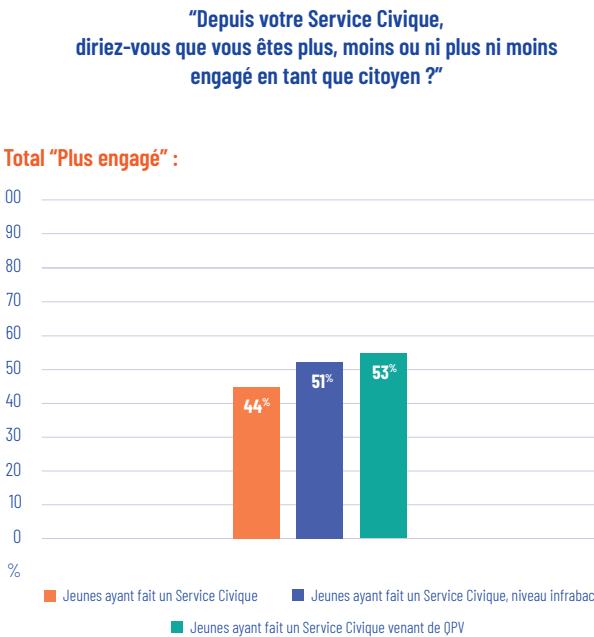
“Vous personnellement, vous intéressez-vous à la politique ?”

Total “Oui” :



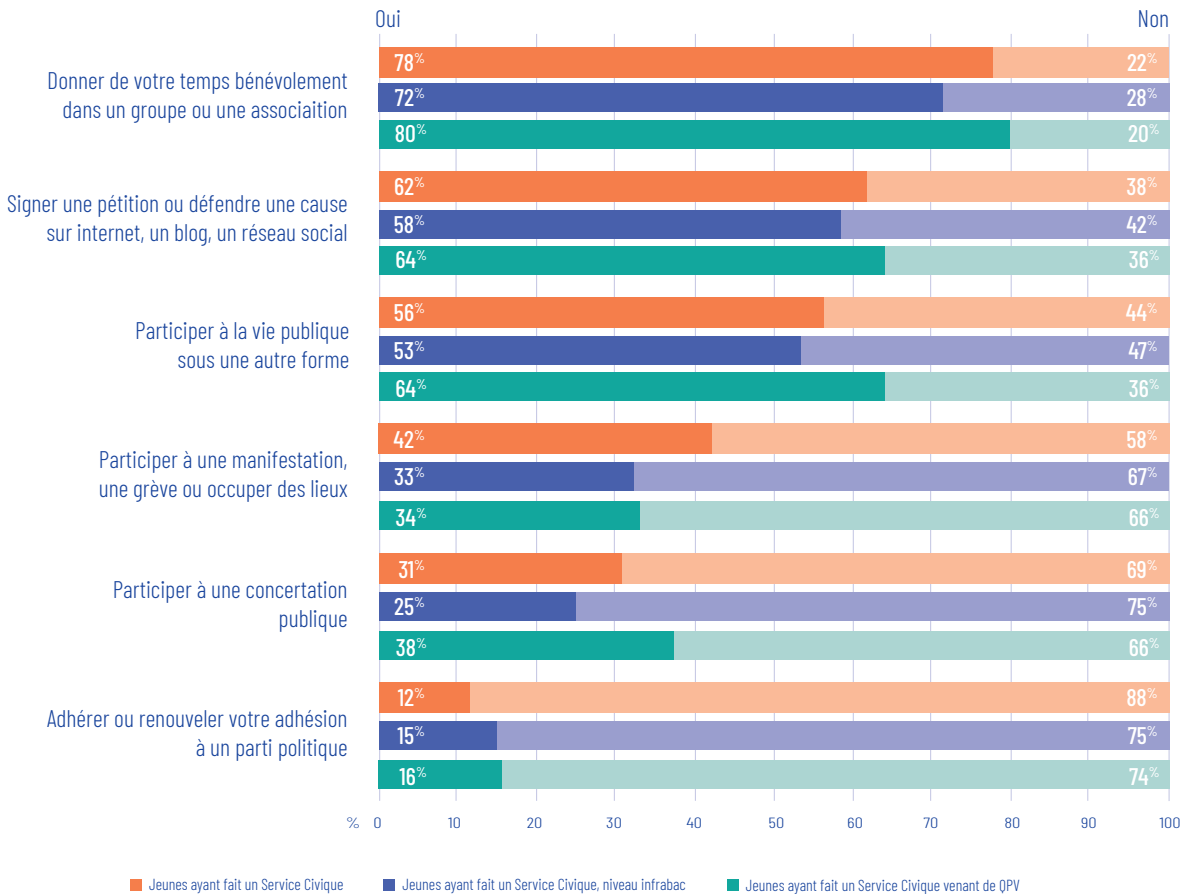
Le Service Civique, générateur d'engagement

Si, comme le montrait l'étude de l'INJEP sur la question, le Service Civique semble ne pas avoir d'impact sur l'engagement citoyen des jeunes en général (pour la plupart, sans doute, déjà engagés), il se révèle être un **réel générateur d'engagement pour les jeunes "ordinaires",** comme les appellent Laurent Lardeux et Vincent Tiberj : **les jeunes peu ou pas qualifiés et les jeunes des milieux populaires : 51 %** des jeunes non diplômés disent être plus engagés depuis leur Service Civique, et **53 %** des jeunes de quartiers prioritaires. Sans préjuger de l'écart possible entre l'intention et le passage à l'acte, on constate qu'une fois acculturés à l'engagement pour l'intérêt général qu'ils vivent à travers le Service Civique, les jeunes ont **envie d'aller plus loin et de poursuivre leur engagement, d'une manière ou d'une autre. C'est particulièrement vrai pour les jeunes des quartiers populaires** (des quartiers dits "prioritaires de la politique de la ville"). Ainsi, si 56 % des jeunes ayant fait un Service Civique déclarent avoir envie, depuis leur service, "d'accorder plus de temps" à "participer à la vie publique sous une autre forme", ce taux monte à 64 % pour les jeunes des quartiers.



Résultats du sondage IFOP/Unis-Cité mené dans le cadre de la présente étude :

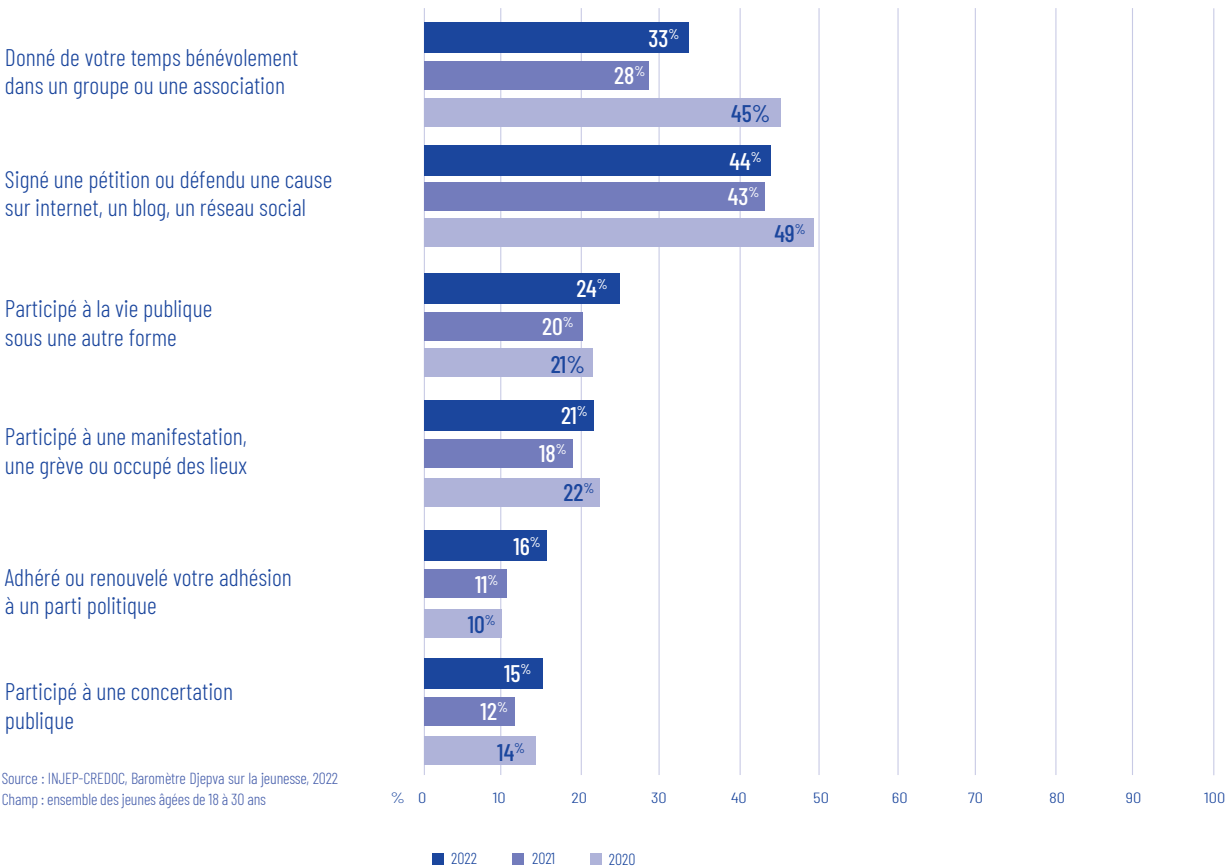
Depuis le Service Civique, souhaitez-vous accorder plus de temps à l'une de ces actions ?



La comparaison entre les résultats du sondage IFOP-Unis-Cité et celui de l'INJEP⁴⁷ auprès d'une population générale de jeunes montre que, comme pour les jeunes en général, le taux d'engagement varie avec la nature de ce dernier : les jeunes sont plus enclins à s'engager auprès d'une association que dans le militantisme politique par exemple. L'envie d'avoir des formes de participation directes et concrètes est cependant particulièrement marquée chez les jeunes ayant fait un Service Civique.

Résultats de l'enquête menée par l'INJEP sur 3 années consécutives auprès de jeunes de la population générale

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous...?



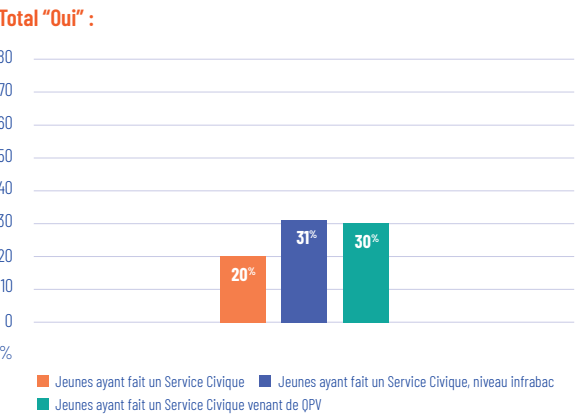
⁴⁷ Holbrian S., Müller J., Gruber N., Millot C. (CREDOC), 2022, Moral, état d'esprit et engagement citoyen des jeunes en 2022. Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, INJEP, Notes & rapports/rapport d'étude

L'effet du Service Civique sur le vote et l'adhésion à la démocratie

91 % des jeunes qui ont fait un Service Civique pensent qu'il est **important de voter en démocratie...** et ils sont tout de même 20 % à dire que **c'est le Service Civique qui les en a convaincus**. Ce taux monte même à **1/3 pour les jeunes infra-bac (31 %) et les jeunes de quartiers populaires (30 %)**. C'est-à-dire qu'un jeune défavorisé sur trois sort du Service Civique en ayant changé d'avis sur l'importance du vote. Cet impact du dispositif Service Civique en matière de "réconciliation" de ces jeunes avec la démocratie est essentiel.

Les jeunes ayant réalisé un Service Civique se caractérisent d'ailleurs par une **intention ferme d'aller voter beaucoup plus forte que les autres (47 % contre 34 %)**. C'est également vrai pour les jeunes de quartiers populaires (37 % contre 28 % pour la population générale, +9 points), ainsi que pour les jeunes non-diplômés (de 22 % à 25 %, +3 points).

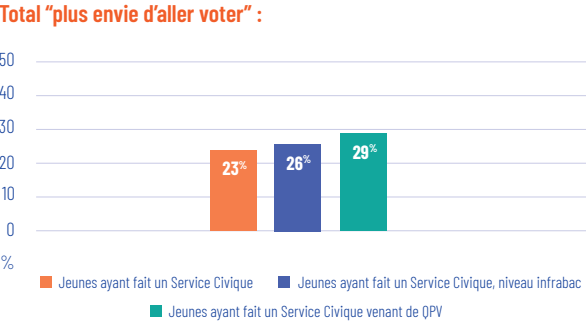
**"Pensez-vous que voter est important en démocratie?
Est-ce que votre Service Civique a changé votre opinion sur le sujet ?"**



Est-ce que ces jeunes étaient déjà plus enclins à aller voter avant le Service Civique, ou est-ce le Service Civique qui les a convaincus de l'importance du vote ?

23 % des jeunes disent avoir davantage envie d'aller voter **depuis leur Service Civique**, cela va même jusqu'à 26 % pour les jeunes de niveau infra-bac et 29 % pour les jeunes de quartiers populaires **si le Service Civique était généralisé à tous les jeunes, plus d'un quart d'entre eux pourrait changer d'avis sur le vote et serait susceptible de se rendre aux urnes**. De quoi lutter contre l'abstentionnisme qui ronge notre démocratie représentative ?

"Depuis votre Service Civique, diriez-vous que vous avez plus, moins ou ni plus ni moins envie d'aller voter ?"

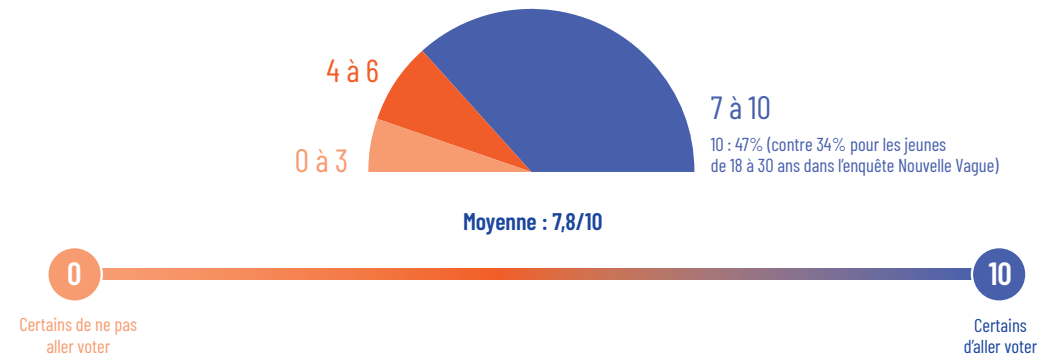


Des opinions politiques se forment à travers l'engagement réflexif que constitue le Service Civique

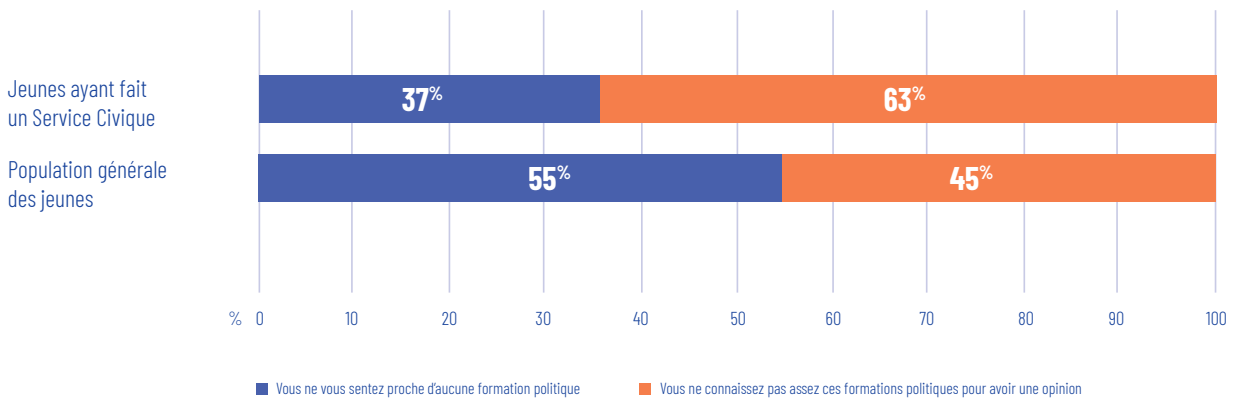
37 % des jeunes qui ont fait un Service Civique n'ont pas de proximité partisane contre 55 % des jeunes de la population générale⁴⁸. Ce qui montre que **le Service Civique touche une vraie diversité de jeunes**, et notamment des jeunes habituellement moins engagés et moins politisés que la moyenne.

Cependant, **le Service Civique aide ces jeunes à se forger leurs opinions, à se sentir légitimes pour se positionner** (et donc, à terme, voter ?). **Sans que cette prise de légitimité n'oriente vers un parti ou un autre**. Les jeunes de niveau infra-bac sont ainsi 60 %, dans la population générale, à dire n'avoir aucune proximité partisane ; ils ne sont que 37 % chez les jeunes du même profil ayant fait un Service Civique. Ce qui laisse à penser que l'expérience de Service Civique a aidé ces jeunes à se forger une opinion, à comprendre les différentes propositions politiques, et finalement, à se situer sur l'échiquier politique.

"À partir d'une échelle allant de 0 à 10, 10 signifiant que vous êtes tout à fait certain(e) d'aller voter, et 0 que vous êtes tout à fait certain(e) de ne pas aller voter, pouvez-vous indiquer où vous vous situez personnellement sur une telle échelle aujourd'hui ?"



Jeunes n'ayant pas de proximité partisane

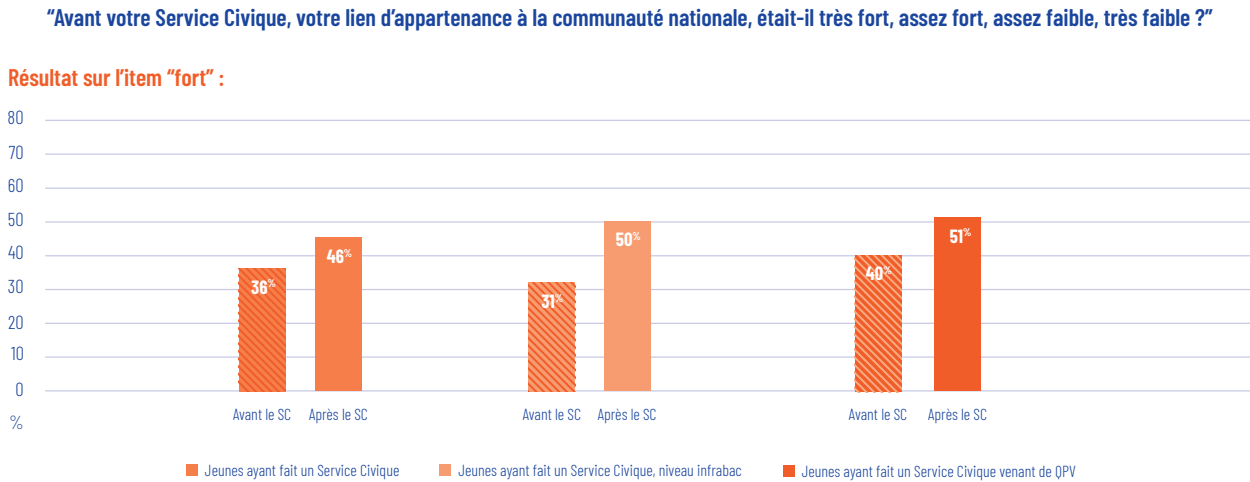
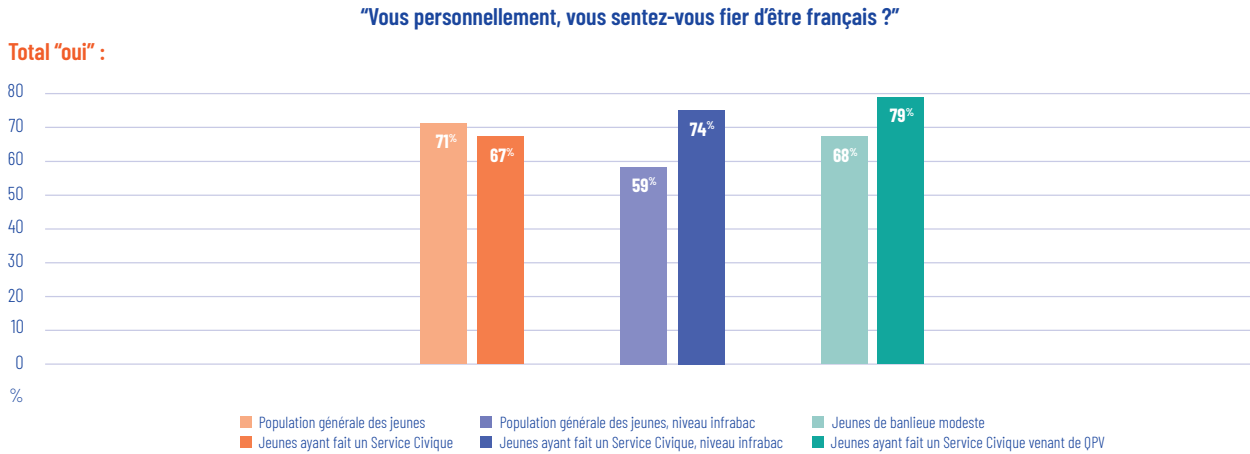


Fierté d'être français ? Le Service Civique augmente de 10 à 20 points le sentiment d'appartenance à la communauté nationale

Si le pourcentage de jeunes qui se disent "fiers d'être français" est similaire parmi les jeunes ayant fait un Service Civique et l'ensemble de la population jeune, l'impact du Service Civique semble être en revanche conséquent dans la population des jeunes dits "de quartiers prioritaires" / de milieux populaires. **79 % des jeunes de quartiers populaires se sentent fiers d'être français après avoir fait un Service Civique** contre 68 % avant. **+15 points**, ce qui montre d'une part que les jeunes des quartiers politique de la ville sont bel et bien fiers d'être français... Mais aussi que si on leur donne la chance de s'engager pour la société via le Service Civique, ils sont définitivement une écrasante majorité à l'être.

Avant le Service Civique, seulement 36 % des jeunes interrogés déclarent qu'ils se sentaient **"appartenir à la communauté nationale"** (40 % des jeunes de quartiers populaires et 31 % des jeunes non diplômés). Ce chiffre ne veut pas forcément dire que les

jeunes ne se sentent pas français, ou encore moins qu'ils se sentent appartenir à "une autre communauté". Il peut vouloir soit dire que cette notion ne leur parle pas, soit qu'ils se sentent également "citoyens du monde", ou appartenir à un tout plus grand, la "communauté humaine", comme aiment à le dire de nombreux jeunes. Ceci étant posé, **le sentiment d'appartenance à la communauté nationale augmente tout de même de 10 points avec le Service Civique**, et même de **19 points chez les jeunes non diplômés** et de **11 points chez les jeunes de quartiers populaires**. Ce qui laisse à penser que le Service Civique contribue bel et bien à forger un sentiment d'appartenance à la communauté nationale, et en tout état de cause à lui donner un sens. Et que c'est encore plus vrai chez les jeunes vivant souvent un sentiment de "relégation", et notamment les jeunes peu ou pas diplômés, rencontrant, plus que les autres, des difficultés d'intégration professionnelle.



- En synthèse -

Ce sondage montre que **le Service Civique est bel et bien un vecteur de mobilisation républicaine**, qui permet aux jeunes de se sentir utiles, de (re)prendre confiance en eux, de croire en leur capacité d'agir, et en la capacité de notre société à changer, et à les intégrer pleinement.

Plusieurs leçons clés à retenir :

- **Après un Service Civique, les jeunes sont plus optimistes face à l'avenir** : 69 % des jeunes interrogés se disent optimistes pour l'avenir (ce taux monte à 75 % des jeunes infra-bac et 74 % des jeunes de QPV - alors que l'enquête "fractures françaises" montrait récemment que 50% seulement des 18-35 ans partagent cet optimisme).
- **Après le Service Civique, 51 % des jeunes disent mieux comprendre la vie politique française** - ce taux monte même à 55 % pour les jeunes infra-bac et/ou de quartiers populaires. 66 % disent avoir **davantage d'intérêt pour les sujets de société** (68 % pour les jeunes de QPV).
- **Le Service Civique est un facteur déclenchant de l'engagement** : 51 % des jeunes non diplômés disent être plus engagés après le Service Civique et 53 % des jeunes de quartiers prioritaires.
- **Le Service Civique éveille l'intérêt des jeunes pour la Politique / "la chose publique"** : Les jeunes qui ont fait un Service Civique s'intéressent bien plus à la politique que la majorité des jeunes (47 % contre 36 %). Certains parce qu'ils s'y intéressaient avant (généralement les diplômés), d'autres car le Service Civique leur a ouvert un horizon nouveau (les autres).
- 91% des jeunes qui ont fait un Service Civique pensent qu'il est **important de voter en démocratie...** et ils sont 20 % à dire que **c'est grâce au Service Civique qu'ils se sont forgés cette opinion**, et nettement plus pour les jeunes infra-bacs (31 %) et les jeunes de QPV (30 %)
- D'ailleurs les jeunes qui ont fait un Service Civique affirment davantage leur **certitude d'aller voter à la prochaine élection** (47 % contre 34 %)
- **79 % des jeunes de QPV se sentent fiers d'être français après avoir fait un Service Civique** contre 64 % avant
- Le **sentiment d'appartenance à la communauté française** est aussi beaucoup plus fort après le Service Civique, et c'est particulièrement vrai pour les **jeunes non diplômés et les jeunes de QPV : +19 points entre avant et après** pour les jeunes infra bacs et **+11 points** pour les jeunes de QPV.

Retour sur les entretiens qualitatifs

Au-delà de ces données quantitatives obtenues par sondage auprès d'un panel représentatif de jeunes engagés, aux profils socio-culturels différents, des entretiens qualitatifs ont été réalisés auprès de jeunes et de tuteurs. Ils permettent de creuser les impacts et de solliciter l'avis des jeunes et de leurs encadrants sur la et les manières de renforcer encore l'impact du Service Civique sur la participation démocratique des jeunes dans leurs diversités.

Méthodologie

Une série de **42 entretiens qualitatifs ont été menés dans 11 structures** : 5 associations (3 nationales et 2 locales), 3 départements, 1 établissement scolaire, et 1 commune⁴⁹. Les structures ont été choisies pour la diversité de leur taille, de leur rayonnement (local ou national), de leur statut (public et privé non lucratif) et de leur expérience du Service Civique.

- Dans la plupart des structures, deux jeunes et un tuteur ont été interrogés.
- Les entretiens ont été menés auprès d'un échantillon de jeunes **de différents niveaux de diplôme** : niveau infra-bac (7), niveau baccalauréat (17), et enfin jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (7), parmi lesquels **10 jeunes de quartiers prioritaires de la politique de la ville**.
- Des tuteurs (10), pour la plupart tuteurs depuis 5 à 10 ans, ont également été interrogés dans les différentes structures.

Les enquêteurs étaient soit des membres du comité éditorial de l'étude soit des membres de l'équipe nationale Unis-Cité, spécialement détachés pour ce faire. Ils ont mené les entretiens sur la base d'un questionnaire réfléchi et validé au préalable par le comité éditorial⁴⁷.



Les entretiens ont porté sur **trois grands axes pour déterminer l'impact du Service Civique sur l'engagement politique et la participation démocratique des jeunes** :

- **L'évolution**, grâce au Service Civique, **du niveau de connaissances des jeunes** sur la vie démocratique et politique du pays, à l'aide d'une échelle de connaissances et en creusant la composante du Service Civique qui a provoqué un éventuel changement dans les connaissances : les formations civiques et citoyennes ? Le tuteur ? le lien avec les autres volontaires ? Avec les bénéficiaires des missions ? La mission elle-même ?
- **L'évolution de leur sentiment de légitimité** au cours du Service Civique, à se forger une opinion propre et à la partager, sentiment qui participe d'une préoccupation plus forte pour les affaires de la Cité et est à même de provoquer une envie de s'exprimer, s'engager, aller aux urnes. Les questions consistaient à déterminer si les jeunes prenaient confiance en eux, en leur parole et leur capacité à s'exprimer sur des sujets de société ou des sujets politiques ; s'il avait contribué à éveiller chez eux un intérêt pour ces sujets et à leur donner un sentiment de légitimité suffisant pour prendre part au débat.
- **L'évolution de l'appétence des jeunes à la participation citoyenne** : le Service Civique a-t-il eu un impact sur leur envie de s'engager auprès d'une association, d'un parti ou d'un syndicat, ou d'une autre manière ? sur leur envie d'aller voter et dans quelles élections ?

- **La partie conclusive de l'entretien était ouverte** et destinée à recueillir l'avis global des jeunes et des tuteurs sur le Service Civique, leurs projets d'avenir et leurs préconisations pour améliorer l'impact du Service Civique sur l'engagement politique et la participation démocratique des jeunes.

La synthèse qui suit reprend les grandes idées qui sont ressorties de ces entretiens. Les titres sont issus des propos mêmes des jeunes, tant ils sont forts et significatifs.

Ce que politique veut dire

"Plus nous écouter"

"Pour que le Service Civique rapproche ou réconcilie les jeunes avec la démocratie et la politique, il suffirait de "plus nous écouter." SAFIATOU

Est-ce que le Service Civique peut ou non réconcilier les jeunes avec la démocratie et la politique ? Lorsque l'on pose cette question aux jeunes, les avis sont partagés. Ceux qui répondent positivement associent le terme "politique" à l'engagement des citoyens aux questions de société.

Alexis : "Oui je pense que c'est son rôle [au Service Civique] dans le sens où encore une fois c'est des questions [de politique] qui viennent naturellement quand on fait les missions de Service Civique."

Mais **la plus grande majorité des jeunes, et notamment les jeunes les plus "éloignés", font peu de rapprochement entre "politique" et engagement dans la société.** On perçoit même qu'un fossé s'est creusé entre les deux : d'un côté les citoyens qui s'engagent et font ce qu'ils peuvent, de l'autre "la politique" éloignée et indifférente qui ne change rien à leurs vies.

Amel : "Je ne pense pas que c'est son rôle, dans le Service Civique il y a beaucoup de missions et il y a des missions où la politique et le Service Civique n'ont rien à voir."

Célestine : "Je pense qu'un jeune qui s'engage dans une mission qui n'a rien à voir avec la politique, n'a pas envie qu'on lui en parle."

Inès : "Je ne vois pas comment mêler les deux, Service Civique et politique, pour moi ça n'a rien à voir."

Benjamin : "Oui. J'ai compris l'intérêt de s'engager pour les autres, et la richesse que ça apporte. Sur mon rôle même de citoyen, je ne pense pas que ça m'ait permis de mieux le comprendre... Je ne pense pas que ce soit au Service Civique de s'améliorer. C'est plutôt à l'autre partie de s'améliorer, (le gouvernement) pour que les jeunes développent un intérêt pour la politique."

Etienne : "Je ne pense pas que le Service Civique puisse améliorer quoi que ce soit, je pense que c'est au gouvernement de prendre en compte les jeunes."

Ahmed : "C'est pas le rôle du Service Civique, on peut nous dire tu sais c'est mieux de faire ci, de faire ça, si on voit que rien ne change ça donne pas envie et c'est tout à fait normal."

Toutefois, au fil des entretiens, comme on le verra dans la suite de cette analyse, on observe ce que le Service Civique peut apporter : il aide tous les jeunes qui s'y engagent à **percevoir le continuum entre engagement citoyen personnel ou associatif et l'engagement politique dans le jeu démocratique.** Et pour beaucoup et en particulier pour les jeunes les plus "éloignés", le Service Civique a un impact majeur, sur ce qui permet à chacun de se considérer puis se déterminer comme citoyen.

Lucas : "Si on est engagé pour certaines causes, forcément on sera intéressé par la politique de près ou de loin."

"La plupart des volontaires ont gagné en confiance, ils sont plus à l'aise face à un public, ils ont développé la capacité à avoir une posture différente. On remarque une facilité à s'exprimer, une prise de confiance, un épanouissement, on a même parlé d'éclosion pour certains."

**BILAN DES TUTEURS
AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE HAUTE GARONNE**

⁴⁹ Unis-Cité (Marseille, Metz, Dunkerque), Fédération de football du Finistère (Quimper, Coataudon), Gilets Bleus (Créteil), Ligue de l'Enseignement (92), EHPAD ACCPA Les Alizées Saint-Priest (AuRA), Département de Seine-Maritime, Collège à Mansle-les-Fontaines (Charente), Ville d'Evry-Courcouronnes, CROUS Bourgogne- Franche Comté, Collectivité européenne d'Alsace, Conseil départemental de Haute Garonne

⁵⁰ Voir trame d'entretien en annexes

“La réalité des choses”

“Beaucoup de jeunes disent qu'en faisant un Service Civique ils ont découvert la réalité des choses.”

MYRIAM,
Tutrice.

Lorsque les jeunes parlent de politique, ils ne parlent pas de l'arène politique, des positionnements sur l'échiquier des idées, des partis ou des jeux de pouvoir. Les débats partisans sont d'ailleurs souvent évités dans le cadre de leurs missions.

Etienne nous fait par exemple remarquer *“qu'il était tabou de parler politique avec les étudiants Erasmus”*.

Georg témoigne dans le même sens : *“Par exemple les coupes du monde au Qatar, moi je voulais en faire une discussion mais ils m'ont dit que ce n'était pas trop possible parce que représentant l'Etat, je ne pouvais pas exprimer un avis politique.”*

Et Benjamin précise que : *“C'est délicat de parler de sujets comme ça avec les personnes âgées qui ont déjà des avis bien tranchés et qui sont moins ouvertes à la discussion.”*

Les tuteurs confirment cette position, comme Clémence : *“Dans la fonction publique on a le devoir de neutralité donc on ne parle pas de politique.”*

Lorsque les jeunes parlent de politique, ils parlent de réalités. Et c'est à l'aune des réalités qu'ils vivent au cours de leur Service Civique qu'ils se forment leurs opinions, se positionnent, se forment, progressent et se projettent dans leur vie future.

Ils rencontrent des personnes vivant des situations diverses, de toutes origines et âges avec ou auprès desquelles ils s'engagent de manière durable et variée. Ils accompagnent, aident et soutiennent des usagers, des malades, des résidents, des écoliers ou étudiants avec lesquels ils tissent souvent de profondes relations humaines. Ils font par ailleurs équipe avec d'autres jeunes engagés comme eux, d'autres milieu, niveau scolaire et origine et ils apprennent à se connaître, ils discutent, débattent, agissent ensemble et vivent souvent des relations d'entraide et d'amitié. Ils ont une relation privilégiée avec leur tuteur et les personnes expérimentées membres de l'organisation qui les accueille, professionnels, élus ou bénévoles. Il rencontrent aussi souvent des partenaires, du public, des familles, des responsables politiques ou associatifs, bref, toute une palette d'acteurs sur leur territoire de mission.



Ils sont également plongés dans la réalité de leur organisme d'accueil (une structure médico-sociale, une association, une collectivité locale, un hôpital, etc.) dont ils apprennent la culture et les règles, dans laquelle ils ont un rôle et qui leur fait une place. Ils y exercent des responsabilités, y prennent des initiatives, y acquièrent de l'expérience pratique, y gagnent en confiance et se sentent utiles dans un collectif qui porte un projet commun.

Ils vont pour certains découvrir ou mieux comprendre la réalité des territoires et des écosystèmes d'acteurs dans lesquels leur mission va se jouer et se déployer et ainsi toucher du doigt ce que signifie “faire société.”

“Citoyen oui, politique je ne suis pas sûre...”

“En ce qui concerne la question de l'implication politique des jeunes, ils ont une défiance très forte des institutions. Citoyen oui, politique je ne suis pas sûre...”

SANDRINE,
tutrice

Il semble difficile de dire que le Service Civique a un impact important sur l'envie des jeunes de s'engager politiquement. Alors que l'engagement revient sans cesse dans les définitions qu'ils donnent du rôle de citoyen (voir encadré), on perçoit **un rejet des partis politiques et du jeu que le système électoral implique**. Une écrasante majorité des jeunes interrogés ne sont pas engagés dans un parti et ne veulent pas s'y engager à l'avenir. Leurs principales réactions tournent autour d'une perte de confiance dans les élus et les partis politiques et d'une inadéquation de l'offre politique. Deux sujets qui ne peuvent être transformés par le Service Civique.

Enzo exprime bien l'écart qui se creuse entre ce qui compte pour lui et sa perception de l'offre politique : *“Je n'ai jamais trouvé un parti qui concordait avec toutes mes valeurs, ou mes valeurs ne concordent avec aucun parti politique. Plus ça avance et moins je désire m'engager dans un parti politique.”*

Chelsea précise qu'il y a du vrai dans chaque parti mais qu'aucun ne correspond à ce qu'elle pense : *“Non toujours pas. Parce que dans tous les partis politiques qu'il y a, il y a des choses qui me déplaisent comme des choses qui me plaisent et que si je rejoins un parti c'est que j'aime toute ses idées, alors que c'est faux”*.

Ahmed qui par ailleurs dit l'importance pour lui de voter, exprime sa méfiance vis-à-vis du jeu électoral et redoute l'embrigadement des partis : *“On n'écoute pas les élus, souvent ils nous mentent, ils viennent dans les quartiers et font des promesses et dès qu'il sont élus tout change (...) M'engager ? Non. Non parce que c'est traître, quand tu fais partie d'un parti ou que tu commences t'as plus ta liberté d'expression.”*

Célestine conclut : *“Parti politique non. Association oui.”*

Les jeunes “éloignés” sont plus radicaux encore : si les jeunes se détachent de la politique c'est parce qu'ils ont le sentiment que **la politique s'est détachée des jeunes et ne suscite plus d'espoir en eux**.

Julien : *“Si les jeunes se détachent de la politique c'est qu'ils sont désespérés donc il n'ont plus envie de voter. L'intérêt pour la politique est de l'ordre du personnel, et le Service Civique n'a pas d'impact dessus. Le désintérêt est le résultat des échecs politiques.”*

Etienne renvoie la responsabilité de l'abstention des jeunes aux politiques eux-mêmes : *“Je pense que c'est au gouvernement de prendre en compte les jeunes, si les jeunes ont l'impression que leur vote n'est pas un vrai vote alors ils ne voteront pas.”*

“Le Service Civique a endurci mon envie de voter”

“Avant je pensais que le vote n’était qu’un vote. Aujourd’hui j’ai pris conscience que le vote permet de donner son opinion et peut faire évoluer la société. A l’avenir, j’étudierai les programmes en détail. Ça va me permettre de voter pour ce qui colle le mieux avec mes convictions.”

LOANE

Les jeunes interrogés disent voter pour la plupart ou souhaitent le faire. On ne perçoit pas dans les réponses de différence entre les jeunes diplômés et les jeunes non diplômés ou résidant en quartiers populaires, **ils disent de manière unanime l’importance qu’ils accordent au fait de voter.**

Quelle que soit leur situation, qu’ils aient déjà voté ou qu’ils découvrent le vote étant donné leur âge, les jeunes disent que leur envie de voter est personnelle, elle ne vient pas spécialement du Service Civique. En effet **l’impact du Service Civique sur l’envie des jeunes de s’engager est beaucoup plus clair que sur leur envie d’aller voter.**

Myriam, ancienne coordinatrice d’équipe à Unis-Cité : “Si j’analyse les jeunes que j’ai accompagnés, je ne peux pas t’en citer un qui s’est dit “ah ouais depuis mon Service Civique je vais voter” par contre des jeunes qui découvrent grâce au Service Civique l’engagement, et veulent le poursuivre il y en a énormément.”

Pourtant, **certaines expériences vécues lors du Service Civique sont associées à la préparation du vote ou à l’envie d’aller voter.** Certains jeunes associent **leurs prises de conscience sur les questions sociales ou de société** avec l’acte de vote.

Benjamin témoigne que ce sont ces prises de conscience qui ont renforcé son désir de voter : “Oui, le Service Civique a endurci mon envie de voter car je me suis rendu compte qu’il y avait beaucoup trop d’inégalités.” et il ajoute : “C’est problématique, les personnes âgées laissées à l’abandon. Je prendrai ça en compte quand j’irai voter, les “oubliés” de la société.”

Ghiles : “J’ai voté avant mon Service Civique, mais vu que là on est plus impliqué, pour moi ça donne plus envie d’aller voter qu’avant.”

Le Service Civique donne à certains l’envie de **mieux s’informer sur les candidats et leurs programmes**, de manière à voter en connaissance de cause.

Gaël qui n’a jamais voté témoigne : “Pas encore l’âge, avant en fait je ne m’intéressais pas du tout à la politique, je ne connaissais pas du tout les différentes personnes pour qui on devait voter, et là je vais plus m’intéresser aux personnes qui risquent d’être candidates et à leur programme. Aux présidentielles, quelle personne serait capable de gouverner et qu’est-ce qu’il va mettre en place pour que ça se passe bien dans le monde et en France.”

Les jeunes interrogés votent ou souhaitent voter pour les présidentielles, parce que c’est de cette élection dont tout le monde parle, mais aussi pour les municipales, surtout **lorsque leur Service Civique se déroule au sein d’une collectivité locale et que les jeunes ont l’occasion d’avoir des contacts avec les élus.**

Chelsea témoigne de son envie de voter aux municipales : “oui, je voterai peut-être pour la municipale parce que je calculais pas trop mais étant beaucoup en contact avec le maire d’Evry ça donne envie.”

Mais l’envie d’aller voter n’est pas garantie, comme on le remarque par le témoignage d’Oumar qui était pourtant engagé avec Chelsea dans les mêmes conditions : “Je ne sais vraiment pas quoi penser, je ne sais vraiment pas à quoi sert un maire.”

Toutefois la proximité avec le maire d’Evry a compté pour Kalilou, jeune de la même équipe et peu enclin à faire confiance à la politique : “Ce n’est pas parce que je n’ai pas envie, c’est que les candidats ne m’intéressent pas donc si je vote c’est blanc. Avec un vote on peut changer les choses, à Evry ils ont bien choisi le maire parce qu’il fait plein de choses, des événements, je suis tombé sur un tweet du maire et je trouve ça bien; ça compte de voter.”

Plusieurs font par ailleurs état que **leur vote dépend de difficultés administratives qui leur paraissent compliquées à surmonter.**

Dorien qui dit n’avoir pas pu voter parce qu’il a été radié s’interroge : “Je ne sais pas comment on fait pour arrêter d’être radié. Je me suis déclaré mais rien”. Enzo ne sais pas trop comment voter alors qu’il a déménagé : “Maintenant j’habite à Strasbourg et je crois qu’il y a des démarches à faire quand on change de ville et j’ai la flemme, je crois que je suis toujours enregistré dans mon autre commune.”

Comment définirais-tu le rôle de citoyen ?

Voici les mots que les jeunes choisissent pour définir le rôle de citoyen.

On peut les regrouper autour de quelques notions : **le citoyen participe et s’engage**, le citoyen **a des droits et des devoirs** (respect des consignes, respectueux et respecté) et, notamment pour les jeunes les plus “éloignés”, **le citoyen est bienveillant, indulgent, serviable**, disponible, ouvert, il aide son prochain et “ne pense pas qu’ à lui”.

“Pour moi le citoyen c’est quelqu’un qui participe d’une manière ou d’une autre à la vie sociale de son pays, que ce soit en s’engageant (sport dans son lycée c’est un engagement citoyen) c’est un exemple qui définit la personne comme étant un citoyen : participer et s’engager.” explique Alexis.

“Je pense qu’être citoyen c’est plus dans la vie courante, pas forcément au travail, comment on se comporte dans la vie de tous les jours. Ça n’a pas de sens d’ être le bon citoyen au travail et quand tu sors tu ne respectes rien.” Amel.

“Citoyen : important de s’engager pour des choses qui nous semblent importantes, donner son avis, opinion, et soutenir des actions qui sont importantes.” Célestine.

“Citoyen c’est la personne qui vit dans la cité et qui donc a un devoir et un droit de citoyenneté, par là j’entends l’implication dans la vie sociale et politique de son pays.” Enzo.

“Un citoyen c’est quelqu’un qui a des devoirs envers la société et qui a des droits évidemment aussi et qui doit savoir montrer et faire entendre ses droits.” Etienne.

“Les citoyens doivent respecter les consignes que l’Etat leur impose. Avec la liberté on a le droit de penser des choses mais attention à les dire à voix haute, un citoyen doit être respecté et respectueux.” Gaël.

“Oui, le Service Civique m’a montré que moi personnellement je suis aussi un citoyen européen et que c’est important.” Georg.

“Elles sont dures tes questions : Pour moi être un citoyen c’est savoir se mettre à la place de l’autre quand il le faut, je pense que c’est comprendre les besoins de l’autre, pourquoi les autres sont ce qu’ils sont et être bienveillant, indulgent et serviable quand il le faut.” Inès.

“Pour moi le citoyen est quelqu’un qui s’investit, politiquement parlant, dans le pays ou qui s’engage dans des choses au sens large.” Julie.

“Respecter les lois, ne pas faire la loi. Et je ne sais pas comment expliquer ça, ne pas enfreindre la loi, non, j’suis un ouf, j’allais oublier ça !” Ahmed

“Je ne sais pas du tout : respecter les règles, être bienveillant avec les gens ?” Inès.

“C’est quelqu’un qui a des droits et des devoirs et qui peut s’exprimer comme il en a envie en respectant quand même la vie sociale et tout ça.” Julie

“Pour moi un citoyen c’est compliqué à décrire... C’est une personne qui décide d’agir pour ses valeurs dans une société qui ne correspond pas forcément à ses valeurs.” Julien.

“Pour moi, un bon citoyen est une personne qui n’a pas peur de montrer ses idées et de les exprimer; il s’engage auprès des autres sans s’oublier.” Loane.

“Pour moi, la notion de citoyen est complexe car elle est multidimensionnelle. Il n’y a pas de bons citoyens qui vont voter et de mauvais qui ne votent pas. Je dirais qu’un citoyen est un citoyen car il vit dans la cité.” Lucas.

Le Service Civique comme rite de passage

“Se relever et reprendre sa vie”

La très grande et très partagée sensibilité des jeunes interrogés aux sujets des discriminations et du harcèlement montre leur attachement à la fraternité et l'inclusivité de la société. Elle montre sans doute aussi leur préoccupation profonde aux questions de reconnaissance à un âge marqué par les épreuves sociales de passage à l'âge adulte, et l'inquiétude, la fragilité, voire la vulnérabilité de certains d'entre eux face à elles.

Gaël : “Je suis pour la lutte contre le harcèlement, le racisme, les discriminations, je ne comprends pas que l'humain soit aussi méchant envers une personne pour sa couleur de peau, sa religion, alors que nous sommes tous les mêmes.”

Si l'on ne peut que soutenir, avec Gaël, l'idée que chacun mérite une même considération au regard de la valeur intrinsèque et insubstituable de l'être humain, quels que soient ses choix, ses origines et ses convictions, il faut bien admettre que c'est l'évaluation de la valeur de chacun en particulier, son objectivation qui permet à chacun de se faire une place dans la société. Cette évaluation est ponctuée de mises à l'épreuve qui font passer chacun du doute existentiel à une suffisante assurance pour qu'il s'ouvre aux autres et s'engage dans la société. Pour les jeunes qui manquent de ressources du fait de leur origine sociale ou de leur parcours, ces mises à l'épreuve peuvent être synonymes d'échec et de “décrochage” (Ils n'ont alors ni diplôme, ni travail, ni stabilité familiale et leur nom et leur lieu d'habitation peuvent encore ajouter à leur fragilité en étant vecteur de discrimination).

Le Service Civique est utile à tous les jeunes, parce qu'il leur offre une césure, un espace de réflexivité utile à l'élaboration de leur projet d'avenir. Mais c'est parce qu'il est un parcours d'épreuves de passage aux contraintes assouplies et aux soutiens renforcés, que **le Service Civique est vital pour les jeunes “éloignés”** qui manquent de ressources culturelles et/ou affectives pour résister et sortir des processus de dépréciation et **pour acquérir la confiance en soi et aux autres suffisante pour se considérer et s'engager comme citoyen.**

Si [Loane](#) préconise le Service Civique pour tous les jeunes : *“Je pense que tous les jeunes avant de rentrer dans la vie active devraient consacrer 8 à 10 mois pour se préparer à la vie future.”* Kalilou de son côté exprime combien le Service Civique lui paraît vital pour les jeunes “éloignés” : *“Moi je pense qu'il faudrait le rendre obligatoire, j'ai un frère je sais qu'il ne fait rien de sa vie, s'il fait un Service Civique il va se relever et reprendre sa vie : pour les décrocheurs scolaires il faut le rendre obligatoire.”*

“J'ai un frère je sais qu'il ne fait rien de sa vie, s'il fait un Service Civique il va se relever et reprendre sa vie : pour les décrocheurs scolaires il faut le rendre obligatoire.”

KALILOU

En leur proposant des interactions diversifiées et sans jugement entre pairs et avec des adultes bienveillants, un engagement sans enjeu de réussite et de rendement et des apprentissages sans compétition ni classement, **le Service Civique propose des épreuves adaptées** aux jeunes quelle que soit leur situation. Il a la plasticité nécessaire pour s'adapter à toutes les situations, notamment à celle des jeunes les plus “éloignés”.

Par ailleurs, le Service Civique est particulièrement intégratif : il n'est pas un dispositif spécialisé pour les jeunes chômeurs, en rupture ou en situation de précarité. Ouvert et utile à tous les jeunes quels que soient leurs conditions sociales, niveau scolaire ou origines, il n'est **pas stigmatisant**. Il offre un **espace de mixité, d'engagement** et d'immersion dans les réalités de la société. **Chacun y est considéré et utile, se découvre et s'ouvre aux différences.**

Enfin, le Service Civique donne aux jeunes qui s'y engagent une force sociale qui va les soutenir tout au long de leur mission en objectivant leur rôle par des missions concrètes et en institutionnalisant leur place par leur statut de jeune en Service Civique, à priori et sans préalable. **Pour les jeunes les plus “éloignés” cet accès sans barrière à une mission et à un statut est une chance unique et souvent salvatrice.**

Le Service Civique s'avère être un rite de passage particulièrement bien adapté qui permet aux jeunes qui s'y engagent et notamment aux jeunes les plus “éloignés” de se détacher de leur situation héritée et **d'acquérir l'assurance de leur valeur propre**, celle de leur légitimité à se constituer une opinion, à la partager et la défendre et l'envie d'agir et s'exprimer. **C'est pour beaucoup la seule voie leur permettant de se considérer et de se positionner comme citoyen.**

“Être en Service Civique, c'est s'engager”

La mission de Service Civique, impliquant un certain nombre d'actions à mener ou de projets à organiser, est **un apprentissage fondamental** pour les jeunes engagés en Service Civique. Cet apprentissage se fait dans un cadre particulier où les tuteurs et adultes expérimentés, professionnels ou bénévoles, accompagnent les jeunes **sans subordination ni rendement attendu**, plaçant les jeunes dans une situation extraordinaire de pouvoir expérimenter librement et se découvrir sans jugement.

Le tutorat (et parfois le double tutorat lorsque la structure d'accueil fait appel à une association d'intermédiation) est un accompagnement fait d'exigence mais aussi d'attention, d'écoute et de considération pour les personnes concernées et pour le parcours du jeune. Quand la mission est menée en équipe de jeunes (à minima en binôme), elle permet à chaque jeune de bénéficier des enrichissements, régulations et médiations qu'apporte une relation entre pairs. Cet apprentissage leur est ouvert **sans avoir à faire la preuve de compétences préalables**, ce qui pour les jeunes les plus “éloignés” est salvateur. C'est comme les pousser à l'eau : ils s'engagent.

Chelsea : “En fait avec les missions que nous “impose” le Service Civique, ça peut pousser les jeunes à aller s'engager.”

Alexis : “On ne peut pas mener à bien notre mission de Service Civique si on n'est pas suffisamment engagé.”

Véronique, tutrice et animatrice en EHPAD : “Si au départ ils ont signé cet engagement sans trop savoir en pensant juste passer un petit moment avec les personnes âgées, ils se sont rendus compte que c'était un engagement : être présent tous les jours pour les personnes âgées et attendus chaque matin par les autres salariés. Ils se disent “on est engagé donc on doit venir à l'heure”.

“Je pense que déjà le fait d'être en Service Civique, c'est s'engager donc c'est déjà une première étape”

INÈS



Les vertus cardinales des rencontres

“Vu qu’on rencontre différentes personnes avec différentes opinions ça permet de ne pas rester coincé sur un seul avis parce qu’il y a divergence donc forcément de mieux comprendre la société qui nous entoure et se faire une idée.”

CHELSEA

“La principale source d’éveil citoyen : les relations avec les personnes auprès desquelles les jeunes mènent leur mission.”

Dans leurs réponses, **les jeunes interviewés parlent principalement des relations qu’ils vivent au cours de leur mission de Service Civique**. Ce sont les relations **avec les personnes auprès desquelles ils sont missionnés et celles entre pairs** qu’ils citent le plus et qui ont le plus d’importance pour eux. C’est dans la pratique de ces relations que les jeunes considèrent, avoir le plus gagnés en confiance, en connaissance et en ouverture. **C’est grâce à elles qu’ils ont acquis le sentiment de légitimité et les capacités pour se forger une opinion et l’envie de s’engager comme citoyen.**

Avec le Service Civique, les jeunes font principalement l’expérience de la réciprocité, de la considération, de l’attention qu’ils portent à autrui et qui leur est portée. C’est dans ces relations informelles, régulières et qui s’étirent sur toute la période de leur Service Civique (en moyenne 8 mois) qu’ils **s’émancipent encore**, incorporent d’autres façons d’écouter, de parler, de regarder, de se comporter. Elles renforcent, et enclenchent parfois pour certains des jeunes les plus éloignés, **la construction de l’estime de soi, de la confiance et de l’ouverture aux autres.**

“On a des missions plus ou moins difficiles mais il y a tout le temps des gens au bout. C’est important pour les jeunes, ce que leur action de Service Civique a créé pour ces bénéficiaires, c’est la principale source d’éveil citoyen.”

LISA,

Responsable de structure, ligue de l’enseignement.

Chelsea : “Oui j’ai appris certaines choses, comment se connaître mieux, connaître une personne, savoir s’exprimer et tout ça.”

Inès : “Je suis quelqu’un de timide et réservé et ça m’a permis de dépasser ça et de m’ouvrir plus aux gens.”

Tutrice des “Gilets bleus” : “Vous ne vous en rendez pas compte, et c’est pas grave, mais ça vous forge, ça se manifeste dans ta manière d’être dans la vie même si tu ne t’en rends pas compte.”



La pratique de la relation **les exerce à la confrontation d’idées** et de points de vue mais aussi les confronte **aux témoignages de vie** des personnes qu’ils vont rencontrer au cours de leur mission ou des autres jeunes engagés avec eux du fait de la mixité des profils

C’est en tissant des relations avec des personnes que **les jeunes prennent conscience des réalités vécues**. Cette prise de conscience nourrit leur motivation à s’engager pour changer les choses.

Benjamin nous raconte **la situation de précarité qu’il a observée** : *“On s’est rendus chez elle et j’ai été extrêmement surpris du lieu dans lequel elle vivait. L’appartement était dans un état insalubre, je me suis rendu compte du danger pour une femme âgée de 80 ans de vivre dans de telles conditions.”*

Etienne fréquente de près **des étudiants en situation de précarité** : *“Bah en fait le sujet de la précarité étudiante qui est très très importante que je vois beaucoup aujourd’hui. J’ai pu rencontrer des jeunes qui au 15 du mois n’ont plus rien mais que l’assistante sociale a jugé trop riche. Ils ne peuvent donc pas accéder à l’épicerie solidaire Agoré.”*

Julie découvre **les difficultés familiales des élèves** : *“De voir des fois la difficulté qu’ils ont dans leur famille, au collège on se rend pas compte... Je ne me rendais pas compte avant qu’il y avait autant d’enfant en foyer, en famille d’accueil et c’est vrai que ça m’a interpellée de voir qu’il y avait autant d’élèves dans cette situation.”*

Loïck touche du doigt **la situation difficile des services d’urgence** des hôpitaux : *“Malheureusement ici aux urgences des fois des patients qui attendent pendant des heures juste pour une prise de sang.”* et Dorien qui voit y venir des personnes âgées isolées : *“Ce n’est pas très humain. Ces personnes âgées qui viennent toutes seules on ne sait pas comment, elles n’ont pas d’aide familiale.”*

Ghiles est témoin de **la détresse des patients et de leurs familles** : *“Moi c’est le contact des patients, quand je les vois moi ça me fait un peu de peine, même les gens qui vont à la morgue, y’en a qui pleurent devant nous, c’est pas facile et ça donne envie de les aider.”*

En échangeant avec elles, **ils prennent aussi la mesure de la force des préjugés** et comprennent l’importance de s’engager pour lutter contre les idées reçues.

Benjamin témoigne : *“Lors des temps d’échanges sur les discriminations, j’ai rencontré des enfants avec un avis déjà bien tranché sur les questions de genre, d’homophobie, de racisme. Je ne pense pas que ces enfants soient naturellement racistes, homophobes ou misogynes. Je pense plutôt qu’ils ont des préjugés sur certaines choses transmises par leur entourage.”*

Ce type de prise de conscience a motivé Morgane dans son engagement à venir : *“De plus voir des jeunes avec des idées décalées avec ces sujets (violences sexuelles et sexistes) ça devient limite bah je me suis dit, ouais y’a vraiment à faire dans ce domaine il faut foncer.”*

Ils vivent parfois avec elles **des relations humaines d’attachement** qui constituent le meilleur apprentissage de l’engagement que l’on puisse faire et **les inspirent dans leurs engagements citoyens**, actuels et à venir .

Loane nous fait ce témoignage poignant *“Les personnes âgées m’ont appris que quand t’es au plus bas, il ne faut pas abandonner. Car à leur âge et malgré leurs différents problèmes de santé, elles sont toujours pleines d’entrain. Je me suis particulièrement attachée à “Tati Danielle” (qui refusait vraiment de voir du monde). Au début elle avait du mal avec moi, mais avec le temps elle disait aux autres que j’étais sa petite fille.”* Cette personne est décédée pendant la mission de Loane qui conclue : *“Cet événement m’a marqué, mais je suis heureuse car je suis consciente d’avoir été présente durant les derniers mois de vie de cette dame qui à la fin me considérait comme sa petite fille.”*

Ces relations inspirent les jeunes dans leurs engagements personnels, comme en témoigne Sulyvan : *“Je m’occupe de plus en plus de ma grand-mère. Avant j’y allais quelques fois et maintenant j’y vais tous les jours. C’est le Service Civique qui m’a fait réagir car elle est souvent seule aussi. Sur l’écologie aussi, maintenant je fais plus attention car ça fait des économies d’eau, c’est mieux pour la planète.”*

Les jeunes prennent confiance dans leur capacité et légitimité à s’exprimer en passant diverses épreuves relationnelles avec les personnes auprès desquelles ils sont missionnés. **Ils y apprennent la grammaire du débat d’idée.**

Inès, jeune ambassadrice de la paix et des droits de l’Homme dans les lycées, missions locales, foyers de jeunes travailleurs, etc. témoigne : *“Il faut garder une certaine distance entre ce qu’on pense, nos valeurs, on a dû apprendre à se retenir, surtout quand les personnes en face ont des propos pas très corrects. L’objectif est d’apporter aux jeunes des connaissances sur le monde, ne pas les juger mais faire émerger une réflexion pour débattre ensemble.”*

Loïc, président d’une structure associative sportive qui accueille les jeunes en Service Civique : *“Certain avaient du mal à s’exprimer au départ, le Service Civique les a obligés à aller vers les autres. Par exemple, il y avait des parents de jeunes qu’ils voyaient pour discuter de certains points. Donc obligés d’aller vers ces personnes-là pour discuter. Ils ont aussi assuré des prises de parole en face de groupes de jeunes joueurs et lors de réunions.”*

“Refaire le monde : les relations entre jeunes engagés”

“Assez naturellement, les discussions
autour de la politique prenaient place
lors de discussions autour d’un verre
en train de refaire le monde.”

LUCAS

C’est principalement dans les relations entre jeunes en Service Civique, engagés sur de mêmes missions, qu’ont lieu **les débats d’idées et la construction de points de vue sur des sujets de société**.

Benjamin en rend compte concrètement : “Lors d’échanges avec d’autres volontaires ou lorsque j’étais en binôme, on parlait de la nécessité de mettre des choses en place afin d’aider les personnes qu’on rencontrait. On évoquait également notre ressenti sur l’ouverture ou au contraire la fermeture d’esprit des jeunes dans les écoles notamment sur les sujets traitant de l’homosexualité.”

Enzo raconte l’évolution d’un des jeunes avec lequel il était engagé grâce aux nombreuses discussions qu’ils avaient ensemble : “Lucas n’avait pas du tout la même vision du monde qu’il a aujourd’hui et c’est vachement intéressant et avec sa collègue Emilie aussi. On était souvent ensemble étant donné que nos missions se regroupent, on discutait aussi pas mal avec les 4 filles de la mission lutte contre les discriminations.”

Inès raconte : “beaucoup de débats entre nous 6 dans notre mission. Personnellement je ne débattais pas sur les questions politiques parce que je n’ai pas tant de connaissance sur ce sujet, mais oui je débattais sur les sujets de société. On parlait de notre vision des choses sur l’avortement, sur la politique où se plaçait chacun de nous, sur des sujets de société, la place de la femme dans les différentes sociétés.” Et c’est la rencontre avec une autre jeune qui inspire et motive Inès à se forger et défendre ses opinions : “C’est quelqu’un que j’ai rencontré une personne de ma mission qui est plus grande que moi, elle s’appelle Camille, le feeling est passé, ce qui est cool c’est de voir qu’elle a des idées très affirmées. Moi je l’ai vu débattre, elle a 22 ans, autour d’une table avec 5 mecs et elle ne se démonte pas. Je me suis dit que si elle est capable de s’affirmer pourquoi je ne serais pas capable d’en faire autant, c’est elle qui m’a motivée.”

C’est aussi entre jeunes que **les discussions permettent d’aborder l’actualité**, même brûlante, comme la mort de Nahel.

Ahmed raconte : “Comment ne pas en parler : la mort de Nahel c’est tout frais et tout récent, les inégalités en général, les gilets jaunes, les manifs, la CGT.” Kalilou ajoute : “Oui : récemment on parlait de Nahel chacun a posé son point de vue sur la situation.”

La tutrice des gilets bleus témoigne de cette fonction de l’équipe face à l’actualité : “Ce qu’il s’est passé hier (mort de Nael), mon équipe en parlait ce matin, ils se posent beaucoup de questions, ils parlent des médias et de plein de choses à la fois.”

Sandy, coordinatrice du Service Civique au sein de la CEA (collectivité européenne d’Alsace) et tutrice, témoigne que **ce sont les interactions sociales qui amènent les jeunes à chercher des sources fiables d’information**. “Oui, ils ont pris le réflexe d’aller vérifier les infos, si elles sont vraies ou pas et de lire entre les lignes des médias et de ne pas tout prendre pour argent comptant. Je pense que c’est du fait d’avoir la chance qu’il y ait plusieurs missions sur plein de thèmes et côtoyer d’autres jeunes qui sont sur d’autres missions, cette recherche d’information est le résultat des interactions sociales.”

Les débats politiques ont lieu principalement de manière informelle et **entre jeunes engagés** sur une même mission **lorsqu’ils se connaissent bien**.

Julien témoigne : “On était en période d’élection donc je sais qu’entre collègues (jeunes en Service Civique) on a parlé beaucoup de fois de politique” et Lucas ajoute : “Par contre, je ne parle pas de politique avec les gens que je ne connais pas assez.”

La plupart confirment bien, comme Chelsea, qu’ils ne parlent politique qu’avec leur entourage proche : “oui, je parle de politique à minima, avec mon entourage, mes amis, ma famille, c’était par rapport à des faits d’actualité.”

C’est une discussion avec sa copine qui a renforcé la conviction d’Enzo que le vote était important : “Par exemple, j’ai eu une discussion avec ma copine qui m’a dit que pour elle le vote était très important car il a tardé à arriver pour les femmes.”

La mixité des jeunes leur permet d’**aborder des sujets politiques à partir des vécus différents des jeunes eux-mêmes**.

Benjamin témoigne : “En ce qui concerne l’immigration je me suis informé sur le sujet car il y avait durant mon Service Civique, un jeune syrien, Odé, qui avait immigré en France. J’ai beaucoup discuté avec lui. Odé m’a ouvert les yeux sur l’accueil des réfugiés. Il m’a permis d’en apprendre davantage sur ce sujet.”

Alexis s’est ouvert à la curiosité et au goût de mieux s’informer : “J’avais des collègues (jeunes en Service Civique) beaucoup plus engagés que moi et avec plus de connaissances, et les voir débattre et parler de différents sujets, de suite on veut participer un peu plus à la discussion.”

Kalilou prend davantage conscience des inégalités de condition de vie : “J’habite dans un quartier populaire donc j’étais un peu au courant de ce qu’il se passait à Evry, il y a des quartiers vraiment défavorisés,



et là je vois les inégalités qu’il y a entre les classes et les différents quartiers quand j’entends les potins.”

Julie : “J’ai été victime d’harcèlement étant plus jeune. Oui, malheureusement même dix ans après je vois que ça existe encore . Alors on parle plus des choses mises en place (surveillant, infirmière, CPE, formations) pour accompagner les élèves harcelés et les harceleurs, pour comprendre ce qui se passe. C’est en tout cas mis en place à la rentrée. Mais après concrètement j’ai pas trop vu de différence à part ça entre mon époque et maintenant. Les jeunes ne savent pas ce qu’est le harcèlement qui est décredibilisé parce qu’on ne distingue pas le gros harcèlement des petits trucs un peu compliqués à gérer.”

Les relations tissées au cours du Service Civique apprennent aux jeunes à vivre en société, provoquent l’envie de s’engager et font **prendre conscience de l’importance de l’engagement pour “faire société”**.

Alexis raconte : “Je dirais que mon envie de m’engager provient plus de la relation avec les gens, et notamment celle avec mes camarades de Service Civique, les discussions que certains ou certaines pouvaient avoir c’était assez intéressant. Peut-être aussi le côté social du Service Civique, de rencontrer de nouvelles personnes et participer ensemble à quelque chose de plus grand que nous, c’était quand même assez important.”

Benjamin le dit ainsi : “Rencontrer des gens et discuter avec eux apporte beaucoup d’enrichissement. Je me suis rendu compte de la nécessité d’aider les autres.”

Enzo s’engage grâce à son amitié avec Lucas : “Je me suis engagé auprès de l’association Caritas grâce à Lucas, une rencontre de Service Civique qui est devenu un très bon pote.”

C’est aussi dans la pratique du débat d’idée entre jeunes, que certains d’entre eux **acquièrent de la confiance et le sentiment d’être légitime à se forger une opinion, à la partager et la défendre**.

Clémence, tutrice et chargée d’animation des campus et accueil des étudiants internationaux : “Entre eux, ils parlent tout le temps et parlent de politique (je ne me mets pas là-dedans). Et j’ai beaucoup appris d’eux, notamment la patience. C’était la première fois qu’ils étaient 4 garçons. Étienne qui parlait peu et était en retrait, il fait maintenant des émissions radio et n’a plus peur de rien.”

“Rendre la pareille : les relations avec les tuteurs, professionnels ou bénévoles”

“Ma volontaire en Service Civique m’a dit que ce que je faisais c’était bien et qu’elle ferait un jour la même chose, pour renvoyer la pareille à d’autres”.

DELPHINE,
Tutrice

Les relations tissées avec leur tuteur, les professionnels, bénévoles, élus... sont citées par les jeunes comme très formatrices et leur donnent le goût de s’informer davantage sur les sujets de société. Les tuteurs veillent notamment à donner aux jeunes les moyens de s’informer de manière fiable.

Myriam, responsable de structure d'accueil : “Les tuteurs doivent les informer, les questionner sur qui ils suivent et regardent. On a un jeune qui tient des propos assez durs sur certaines communautés. Il a partagé hier sur un WhatsApp un screen d'un site bizarre. La tutrice en a profité pour faire un rappel sur les sources d'infos. C'est aussi notre rôle de lutter contre les fake news.”

Toutefois ils citent beaucoup moins ces relations que celles qu’ils vivent avec les “bénéficiaires” ou leur pairs. Si les tuteurs et les personnes expérimentées qui les accompagnent comptent de manière cruciale dans la réussite de leur mission et la richesse de l’expérience de Service Civique, les jeunes ne les citent que peu lorsqu’on les interroge sur la fabrique de leur opinion et leur envie de s’engager à l’avenir. En revanche, ils saluent leur présence proche, disponible et attentionnée et considèrent notamment la qualité de leur tuteur comme une des conditions indispensables à la réussite de leur Service Civique. **Ils sont pour certains jeunes des exemples qui vont les inspirer voire les réconcilier avec l’engagement citoyen, professionnel, associatif ou politique.**



La force de l’action, et des expériences terrain.

Les jeunes témoignent que c’est au cœur de l’expérience d’action terrain vécue qu’ils apprennent le plus. Toutefois ces apprentissages sont davantage évoqués comme des préparations à leur vie professionnelle qu’à l’engagement citoyen et politique.

Au travers de leur expérience de la responsabilité, c’est principalement l’impact et le sentiment d’utilité de leur mission qui les fait grandir politiquement et leur donne l’envie de s’engager. Enfin, l’impact de leur Service Civique sur leur engagement citoyen et politique est beaucoup plus clair pour eux lorsqu’ils mènent des missions directement identifiées par les jeunes comme “politiques” ou si elles se déroulent dans un environnement leur permettent de rencontrer des élus, au sein d’une collectivité territoriale par exemple.

“Grâce à nous, elles restent en vie ”

“J’ai compris que c’est nos visites qui leur font du bien : grâce à nous elles restent en vie.”

SULYVAN

L’expérience que leur mission change quelque chose dans la vie ou la situation des personnes est un élément essentiel de l’apprentissage de l’engagement. Elle donne aux jeunes un sentiment d’utilité fondé sur une réalité effective qui nourrit leur réflexion politique et leur envie de s’engager comme citoyen.

Julien explique pourquoi son Service Civique lui a donné davantage l’envie de s’engager : “ça été le fait de voir que lors de nos interventions certains jeunes écoutaient ce qu’on leur disait, prenaient en compte l’information et avait envie de la mettre en pratique. On ressent énormément notre utilité parce que les jeunes quand ils entraient, ils n’étaient pas trop intéressés, ils venaient juste pour passer le temps et s’amuser. Mais plus ça évolue et plus on remarque qu’ils posent des questions, écoutent et prennent en compte l’information.”

Sulyvan témoigne “J’avais des questions sur les personnes âgées, comment font-elles pour rester en vie alors qu’elles sont seules. J’ai compris que c’est nos visites qui leur font du bien, grâce à nous elles restent en vie.” Il fait part aussi de son évolution : “Je me suis rendu compte que j’aimais bien aider les gens. Oui, car avant je ne m’intéressais pas du tout à ça.”

Célestine : “J’avais l’impression de me sentir utile, en donnant la parole à des enfants qui en avaient besoin, je veux rejoindre une association pour ça, dans la continuité de mon Service Civique...”

“C’est mon groupe qui a gagné l’élection !”

“Dans le cadre de mon Service Civique j’ai réalisé une simulation d’élections présidentielles... C’est mon groupe qui a gagné l’élection !”

LOANE

Certaines missions consistent à sensibiliser un public sur des questions politiques ou de société (l’égalité femme/homme, le harcèlement scolaire, les discriminations, l’affectivité et la sexualité), ou à être jeune ambassadeur pour les droits de l’enfant, pour la paix et la fraternité ou les droits de l’Homme. **Le lien entre ce type de missions et l’engagement sociétal et politique est plus évident que pour d’autres missions.** Les jeunes y trouvent aussi davantage l’occasion d’apprendre à s’informer, à échanger et débattre, à chercher les sources fiables d’information.

Alexis : “C’est varié vu que nous on parlait sur différents sujets et droits. On se basait sur une liste de 34 droits (droits des femmes, des minorités ethniques, droit à avoir un procès juste et équitable) donc c’est toutes ces notions-là qui étaient abordées. Si on aborde le droit des femmes y’a pas mal de chiffres qu’on a mis en avant sur le harcèlement de rue que perso j’avais pas avant. Donc j’ai appris et je me suis rendu compte de l’ampleur que ça pouvait avoir. On a des connaissances à avoir pour reprendre un jeune en le corrigeant, en lui apportant des choses factuelles. Le système électoral français est quelque chose que l’on n’a pas mal abordé avec les jeunes, donc je pense que je me suis pas mal amélioré à ce sujet.”

Lisa, responsable service engagement et vie associative à la Ligue de l’Enseignement : “Ils ont clairement une connaissance des institutions qui évoluent, sur la mission éducation ils acquièrent une connaissance de l’éducation nationale, politique éducation et scolaire; idem maison d’arrêts comment sont arbitrés les questions de détention et comment le projet associatif évolue sur ces questions. Idem pour le sport, comment composer avec le territoire que l’on a. Ça finit par les intéresser donc les jeunes posent des questions et ça les éveille ”

Au cours de leurs missions, y compris lorsqu’elles ne sont pas identifiées immédiatement par les jeunes comme “politiques” (comme par exemple, la lutte contre l’isolement des personnes âgées ou l’accompagnement du foot féminin), les jeunes peuvent être amenés à **organiser des formes de participation citoyenne** (élections, concertations, jury, cagnotte, etc.). Cette pratique **les sensibilise à l’exercice de la démocratie et leur donne envie de s’intéresser davantage à la politique.**

Amel explique ce qui lui a donné envie de voter : *“On a fait des votes pour le Conseil de Vie Social (CVS). Élection avec plusieurs personnes âgées pour les représentants des résidents au CVS. C’était mignon quand je ramenais l’urne, elles criaient “a voté ! a voté !” Il y a une personne âgée qui ne connaissait pas le visage des résidents qui se sont portés candidats donc elle ne voulait pas voter, les personnes âgées prennent beaucoup plus d’importance au fait de voter même si ce ne sont pas des élections “officielles”*

Célestine : *“On a participé à un forum des enfants organisé par l’association Tennis. On était partenaire de ce projet qui était de faire travailler les enfants (école primaire) sur des projets de loi autour de thématique des droits de l’enfant qui concerne le sport, le loisir, et la culture. 750 enfants dans le Bas Rhin et 750 dans le Haut Rhin. On a fait des interventions dans certaines classes pour parler de ces droits. Ensuite, ils ont fait une proposition d’articles de loi (une quinzaine) et les enfants ont voté. J’ai bien aimé ce beau projet, assister aux votes à la fin c’était intéressant. Ça a permis à ces enfants d’avoir une première expérience avec la démocratie.”*

Sandrine, chargée de mission jeunesse au Conseil départemental de Haute Garonne : *“Participation citoyenne très présente à notre niveau. Il y a le Groupe Miroir, pour que les jeunes aient un rôle à un moment donné, qu’ils aient une expérience de membre d’un jury face à des jeunes qui proposent des projets (bourse à projet). Leur faire toucher du doigt tous ces aspects en tant que citoyen et leur donner envie de comprendre l’institution et le rôle des élus et leurs actions. Ce projet est vraiment une occasion de capter les jeunes.”*

Gaël : *“Ce week-end avec mon équipe de filles on a décidé d’aller en tournoi à côté de Rennes pour découvrir de nouvelles équipes et notre coach a décidé de mettre en place une cagnotte de 500 euros. Au début on ne recevait pas beaucoup d’argent, les sponsors du club ont commencé à mettre de l’argent, et on a finalement passé les 1 000 euros grâce à des dons de gens pas du club. Ça nous a beaucoup surpris que le football féminin soit mis en valeur par ça, on ne pensait pas avoir beaucoup d’argent et finalement on a réussi à aller en tournoi donc ça montre l’intérêt des gens pour le football féminin.”*

Loane : *“Dans le cadre de mon Service Civique j’ai réalisé une simulation d’élections présidentielles. Les seniors devaient voter pour le programme qui les intéressait le plus. Mon groupe avait porté notre programme sur l’éducation et l’écologie. Il ne s’agissait pas de juste balancer des idées. Il y avait un réel programme à monter, il fallait qu’il soit structuré pour donner envie aux gens de voter pour eux. Pour monter notre programme, on s’est intéressés aux programmes des vrais candidats à la présidentielle (en analysant ce qui “allait” et “allait pas” dans les programmes de Mélenchon, Macron etc...). On s’inspirait également des programmes de nos adversaires. C’est mon groupe qui a gagné l’élection !”*

“Ce que les élus mettent en place à l’échelle locale ”

“ Vu qu’on est au Conseil départemental... on voit ce que les élus mettent en place à l’échelle locale.”

JULIE

Certaines missions se déroulent au sein de collectivités territoriales, ou au sein d’organismes rattachés à des collectivités, ce qui permet aux jeunes d’observer l’organisation d’une structure pilotée par des représentants élus, de participer à la mise en œuvre de programmes politiques au profit de la population et de **rencontrer des élus**. Comprendre et participer à ces instances politiques locales leur donne parfois envie de s’intéresser à ce qui se passe au niveau national.

Mélina : *“Vu que le CMS (centre médico-social) ça appartient au département on en a beaucoup parlé à beaucoup de moment. On avait des petites fiches avec des infos, on a rencontré le président du département et on a fait une visite à l’hôtel du département.”*

Julie : *“Vu qu’on est au conseil départemental c’est un grand truc, et il y a des sujets importants je suis obligée de suivre l’actualité. Surtout de voir le fonctionnement, comment c’est organisé, il y a le président, les élus. Les missions des différents élus. On voit ce que les élus mettent en place à l’échelle locale, du département, donc ça donne envie de se renseigner pour voir ce qui se fait à l’échelle nationale.”*

Les organismes d’accueil organisent parfois des rencontres ou **des évènements avec des partenaires extérieurs qui donnent l’occasion aux jeunes de percevoir comment s’organise la société à l’échelle d’un territoire**.

Myriam, tutrice et responsable de structure : *“Quand on fait des évènements avec la région on les invite souvent, pour les conseils régionaux par exemple. Je pensais que ça n’intéressait pas les jeunes et il y a des jeunes qui ont eu des déclics. Je me rappelle d’un jeune l’an dernier complètement éloigné des institutions. Et là c’était toujours le premier à vouloir participer à ces trucs.”*

Véronique, animatrice en EHPAD et tutrice de jeunes en Service Civique : *“La vie des institutions oui ça sans aucun problème puisqu’ils sont avec nous tous les jours ils ont découvert l’Ehpad et la vie autour d’un établissement de personnes âgées”.*



L’impact de la formation

La grande majorité des jeunes considère avoir **acquis des connaissances politiques au cours de leur Service Civique** (sur une échelle de 1 à 10, ils disent gagner entre 2 et 5 points). Ils témoignent d’une évolution de leur intérêt pour la chose politique et surtout pour des sujets de société mais l’attribuent d’abord à leur propre développement personnel et maturité principalement **nourris par les relations informelles avec leurs entourages, et les autres jeunes** avec lesquels ils ont vécu leur engagement de Service Civique.

Enzo : *“c’est pas spécifiquement le Service Civique qui m’a aidé à créer une conscience politique, d’une certaine manière oui ça y a contribué mais il y a aussi beaucoup de côté recherche, lecture etc...”*

Etienne : *“ça a évolué parce que j’ai rencontré beaucoup de personnes durant mon Service Civique notamment des étudiants donc on a parlé politique.”*

L’impact de la formation est moins cité, d’abord parce que **la formation n’aborde pas ou peu les sujets politiques**, ce qui est parfois regretté.

Julien : *“Le Service Civique m’a donné envie de voter par le fait de la formation, des discussions, quand on a fait nos recherches.”*

“Chacun donne son point de vue”

“Ça a permis de s’exprimer librement et de chacun donner son point de vue.”

GAËL

L’impact de la formation civique et citoyenne prévue par le Service Civique est reconnu par les jeunes **lorsque l’implication des jeunes est sollicitée** (jeux de rôle, animation en ateliers, recherches sur un thème, etc.) ...

Gaël : *“J’ai eu une formation au mois de mai je crois, pour savoir ce qu’était la liberté d’expression. On était une quarantaine dans différents groupes, chaque groupe avait un thème, le mien était la liberté d’expression, et on devait tous avoir un mot pour expliquer ce qu’était notre thème, et c’était assez sympa de mettre un mot sur chaque liberté. Le fait de travailler là-dessus par rapport au sport, il y a vachement de chose qu’on savait et le fait de travailler là-dessus ça a permis de s’exprimer librement et que chacun donne son point de vue vis-à-vis de la liberté d’expression.”*

Mélina : *“On a fait une fausse élection dans l’hémicycle. Je pense que c’était dans le but de faire découvrir un peu à tout le monde ce que c’était avec des élus on devait représenter un parti et tout le monde devait voter. A la fin il y a des votes. C’était les volontaires beaucoup d’Unis-Cité et quelques-uns du département.”*

Célestine : *“Atelier sur la migration “la fresque de la migration” : connaissance sur l’administration française et les différentes institutions en charge des migrants”*

...et/ou lorsque les journées de formation permettent la rencontre avec d’autres jeunes en Service Civique, des personnalités ou des associations qui témoignent de leurs engagements (la défenseure des droits, l’intervention de Amnesty International, une journée avec Ensemble contre la peine de mort, France Nature Environnement...).

Julien : *“Il a quand même évolué parce que justement on a eu une journée avec plusieurs groupes de Service Civique différents où on a pu découvrir la politique. Je crois que c’était pendant une formation civique et citoyenne.”*

Inès : *“On a eu pas mal d’intervention par différentes associations pour notre mission. On a eu une intervention de France Nature et une formation PSC1. On a eu des formations autour de la citoyenneté, au respect de chacun, des handicaps invisibles. Les interventions des différentes associations portaient autour des droits de l’homme et de la manière sur laquelle un animateur doit se comporter face à un public. On a eu des interventions d’Amnesty France, de France Nature Environnement, Ensemble contre la peine de mort, on est allé à Berlin pour assister à un forum.”*

Lucas : *“Dans le cadre de mon Service Civique, j’ai participé à une journée sur les violences faites aux femmes. Cela m’a poussé à me renseigner pour savoir ce qui se disait politiquement sur le sujet.”*

“Quand je vous parle de projet d’avenir...”

"Quand je vous parle de projet d’avenir je ne parle pas forcément de projet professionnel."

MYRIAM,
Tutrice

Les tuteurs interrogés reconnaissent que **l’engagement citoyen ou politique n’est pas, ou très peu, abordé dans le cadre de l’accompagnement au projet d’avenir** qui se focalise exclusivement sur l’orientation professionnelle des jeunes. C’est en effet leur première préoccupation associée aux questions financières.

Seule exception, Myriam témoigne : *“Il y a un atelier engagement donc on l’aborde à ce moment-là. On fait aussi des simulations d’entretiens avec des partenaires pour voir comment ils mettent en valeur leur Service Civique. Et on leur dit “Quand je vous parle de projet d’avenir je ne parle pas forcément de projet professionnel”. Ça peut être reprendre des études, agir à d’autres échelles, etc. On a beaucoup de jeunes qui après leur Service Civique ont envie de s’engager ailleurs et vont faire des échanges interculturels.”*

Toutefois, comme Lisa, certains tuteurs témoignent qu’ils accompagnent parfois les jeunes dans la concrétisation de leur désir d’engagement : *“On a des jeunes qui sont sensibles et atterrissent dans notre CA à nous, on les accompagne à comprendre ce qu’est le CA, on les invite à l’AG. On les encourage à aller au-delà de leur propre structure. On les accompagne dans la création de leurs assos.”*

Sandy, coordinatrice du Service Civique et tutrice au sein de la CEA (la collectivité européenne d’Alsace) : *“Quand ils arrivent entre octobre et novembre je banalise une semaine de réunion administrative et aussi d’information sur la Collectivité. Qu’est-ce qu’une collectivité, qu’est-ce qu’elle fait. Le but c’est qu’ils aient un minimum les connaissances pour répondre aux usagers en face. Ils rencontrent nos élus et ont trois temps de débats dans l’année et un temps sur la fonction publique pour mieux découvrir les métiers et on aborde le droit de réserve. Quand ils partent de chez nous, ils ont une vraie conscience de comment ça se passe.”*



La sécurité d’un statut reconnu

“Avoir une place dans la société”

“Le Service Civique m’a permis de me rendre compte que j’avais une place dans la société, ce que j’avais beaucoup de mal à voir avant.”

ETIENNE

Sans autre préalable que celui d’exprimer leur accord pour s’engager, les jeunes peuvent bénéficier du statut de jeune en Service Civique. **Ce statut leur confère à priori les qualités intrinsèques de l’esprit de service et du souci de l’intérêt général que chaque jeune peut s’approprier et dont il peut se prévaloir.** Il donne aux jeunes une légitimité à priori qui les entraîne à incarner ces valeurs dans la pratique de leur mission. Le fait qu’ils soient considérés, par leur statut, comme porteurs des valeurs qui sont associées au Service Civique, constitue pour les jeunes une ressource en assurance pour se les approprier personnellement et les intérioriser. La manière dont les jeunes témoignent que leurs progrès sont principalement imputables à leurs efforts personnels tout en indiquant le rôle du Service Civique, met en lumière ce processus d’intériorisation : la porosité entre les vertus associées au statut et celles dont ils peuvent se prévaloir personnellement.

Kalilou : *“J’ai toujours été sur l’actualité politique même avant le Service Civique (je me situais à 8^{es}). Je ne pense pas que le Service Civique ait influencé ma façon de voir la politique (je me situe maintenant à 10). Mais j’ai appris à être à l’écoute des gens avant j’étais asociale et j’étais égoïste, j’ai appris à structurer ma vie à me lever à 8h.”*

Inès : *“Honnêtement le Service Civique m’a ouvert les yeux, ça m’a montré que l’engagement est important.”*

Loane : *“Le Service Civique m’a permis de comprendre l’intérêt d’avoir une société solidaire, dans la cohésion et de ne pas penser qu’à soi : si on s’ouvre un peu plus aux autres on peut faire du bien.”*

Inès : *“C’est plus dans l’idée qu’il faut savoir s’affirmer quand les choses sont nécessaires, avant je laissais passer beaucoup de choses, là maintenant je vais réagir et je comprends l’intérêt de réagir et l’impact de se battre pour certaines choses.”*

Guillaume : *“Le fait de vouloir faire un Service Civique, tu passes 23h/semaine dans la structure, tu es confronté à différentes questions de société, et ça te permet d’évoluer et avoir un avis sur la question.”*

Le statut de Service Civique assure aux jeunes, sans préalable de compétences et **seulement** s’ils le souhaitent et s’y engagent à priori, **une place au sein d’un organisme d’accueil et d’une équipe** d’autre jeunes et de professionnels ou bénévoles expérimentés. **C’est pour beaucoup, et notamment pour les jeunes les plus “éloignés”, la première fois qu’ils se sentent reconnus et valorisés comme citoyen.**

Dorien : *“Après un Service Civique, on se sent plus citoyen.”*

Ghile : *“Par le contact avec les patients, que ce soit les médecins, les gens en hôpital on apprend beaucoup de choses et ça, moi, ça m’a permis de me sentir plus citoyens.”*

Véronique, tutrice et animatrice en EHPAD : *“Ils se sentent légitimes, oui, y compris à l’extérieur. Moi j’ai l’exemple de ma jeune en Service Civique : quand elle a présenté un projet en mairie, elle s’est présentée en tant que Service Civique.”*

Lorsque leur mission leur donne l’occasion d’être **ambassadeurs du Service Civique, les jeunes y gagnent en assurance mais aussi en conscience politique.** En parlant au nom des jeunes en Service Civique, voire parfois plus largement au nom des jeunes en général, **ils font face aux enjeux de la fonction de représentation** et apprennent aussi à s’y situer.

Sandy, coordinatrice du Service Civique au sein de la CEA et tutrice : *“La maison des adolescents de Mulhouse a demandé à nos jeunes en Service Civique de faire une conférence auprès de professionnels. Ils auraient été incapables en début de mission mais ils ont pris en confiance et en assurance. J’ai vu des garçons et des filles reprendre confiance en eux, ils ont travaillé sur leur estime d’eux-mêmes, leur place dans une promo, leur rôle en tant que Service Civique.”*

Myriam, responsable de structure : *“J’essaie de toujours prendre un binôme avec moi dans les réunions pour leur permettre de parler directement de leur engagement. En période d’élection on essaye aussi de parler avec des candidats de tous bords. Et le but c’est que ce soit eux qui prennent la parole. Ils ont le droit de poser toutes leurs questions. On essaye de les accompagner dans “dire ce que je pense”. On va aller dans une AG d’une asso aussi pour témoigner.”*

Clémence, tutrice et chargée d’animation des campus et accueil des étudiants internationaux : *“Je pense qu’ils réalisent qu’ils ont une place à tenir sur le campus, ont un rôle comme “étudiants référents” en Service Civique, reconnus comme faisant partie du CROUS. Si besoin d’un service, c’est à eux qu’on demande. Là il y a un pot d’une directrice et ils y sont car font partie de l’équipe.”*

⁵¹ Les notes évoquées par Kalilou correspondent à une échelle de 1 à 10 sur laquelle chaque jeune était invité à se situer quant à sa connaissance politique, avant et après son Service Civique.

“C’est important dans un CV d’être en Service Civique, c’est comme le service militaire, c’est important dans la société, ça montre qu’on aide le pays. On devrait tous faire un Service Civique au moins une fois dans notre vie.”

GAËL

Être accueilli et considéré en tant que Service Civique est pour beaucoup de jeunes, et notamment pour les plus “éloignés”, une manière de gagner une force sociale. Pour donner toute sa force à leur statut et qu’il soit bien reconnu par les divers acteurs qu’ils vont croiser au cours de leurs missions, les organismes d’accueil prévoient parfois **des tenues ou des signes distinctifs**.

Les cérémonies présidées par un élu de la République qui valorisent leur statut, et notamment lors du début de leur mission, pour marquer leur entrée et appartenance au Service Civique et lors de la fin de leur mission qui valide en quelque sorte qu’ils en ont été dignes, sont importantes. Elles **institutionnalisent le Service Civique comme engagement citoyen et comme étape importante du parcours, au même titre que d’autres événements** qui bénéficient aussi de rites de reconnaissance (comme par exemple le diplôme).

Guillaume : “En général, les personnes qui font un Service Civique, c’est qu’elles n’ont pas forcément trouvé leur voie. Je ne dirais pas que ça remplace le service militaire mais c’est un peu le même délire, ça nous permet de nous engager dans quelque chose de concret.”

Alexis : “On a eu une petite cérémonie avec l’ensemble des Services civiques Unis-Cité en Normandie, on n’a pas mal de jeunes qui vont s’engager pour l’année prochaine, on voit que certains étaient galvanisés par l’expérience donc ça donne envie à d’autres.”

Isabelle, directrice de la mission jeunesse au conseil départemental Haute Garonne : “On les fait participer aux instances de consécration et à chaque fois c’est l’élu qui est là et qui explique pourquoi il a regroupé les jeunes et pourquoi c’est possible politiquement de répondre à leurs besoins. Ils assistent à une séance plénière de l’assemblée départementale.”

Le fait que la Service Civique dure en moyenne huit mois est salué par les jeunes et les tuteurs. C’est **le temps suffisant** pour que le processus de transformation ait vraiment lieu, **plus court ça ne permettrait pas l’immersion nécessaire mais plus long, ça poserait problème**, notamment au regard des contraintes de reprise d’étude ou de niveau d’indemnité. En restant dans cette épure, le temps de Service Civique doit également s’adapter aux rythmes des organismes d’accueil.

Amel : “En vrai c’est bien pour la mission que moi j’ai fait mais je l’ai quand même trouvé courte, c’est passé vite.”

Sullyvan : “C’est trop court. Au fur et à mesure on s’attache aux personnes donc ça passe trop vite.”

Kalilou : “Parfait 6 mois, même un an je pourrais le faire mais je ne peux pas parce qu’en septembre je suis en alternance. Mais les jeunes qui n’ont rien à faire ça pourrait servir, en plus en Service Civique, ils aident à la réinsertion c’est trop bien.”

Tutrice des gilets bleus : “On a expérimenté ici un Service Civique d’un an et on a vu que les jeunes au bout de 8 mois 9 mois décrochaient. Ils se disaient que l’indemnité n’était pas assez.”

Le Service Civique offre **la sécurité d’une indemnité et de l’accès à des droits**. Même si le **niveau d’indemnité soulève des questions**, notamment lorsque les jeunes doivent participer aux charges et frais de logements ou transport, la majoration sur critère sociaux accordée aux jeunes “éloignés”⁵² rend, si l’on écoute leurs témoignages, l’indemnité attractive pour les jeunes concernés. Toutefois ceci ne garantit pas qu’elle suffise pour rendre possible l’engagement de Service Civique à tous les jeunes, notamment les plus précaires.

Kalilou : “Mes 600 euros de salaire à la fin du mois ce n’est pas pour rien, j’ai kiffé. Si j’avais pas fait le Service Civique je serais en décrochage scolaire. La fac je n’aimais pas, si je n’avais été en Service Civique je serais en train de jouer à la play au lieu d’aller en cours.”

Oumar : “Pour trouver une occupation pour ceux qui n’ont pas d’école et pas de travail, et aussi pour le salaire. L’indemnité je la trouve suffisante surtout pour le nombre d’heures qu’on fait par semaine, moi je touche 700 euros pour 24h par semaine, c’est suffisant.”

“Je suis juste concentré sur autre chose...”

“Pour l’instant je me concentre un peu plus sur ce que je vais faire, la poursuite de mon cursus professionnel, ce n’est pas une porte qui se ferme, pas du tout, je suis juste concentré sur autre chose”

ALEXIS

Enfin, les jeunes, comme les tuteurs interrogés ne peuvent pas assurer que l’envie d’engagement citoyen ou politique se concrétisera vraiment après le Service Civique, sauf parfois pour certains jeunes, souvent diplômés, qui étaient déjà avant leur Service Civique dans une culture d’engagement. Le Service Civique, par son statut et ses droits, leur a permis d’expérimenter pendant toute une période de leur vie, des engagements qui les ont marqués et parfois changés. **Les jeunes reconnaissent tous que le Service Civique leur a donné le goût et l’envie de s’engager dans leur vie de citoyen à venir mais il faut d’abord qu’ils acquièrent leur place et leur stabilité dans la société avant d’avoir le temps et les capacités de poursuivre cet engagement.**

Sandy, tutrice : “Un autre engagement ? Pas à l’instant T, quand toutes les planètes s’aligneront : pas de galère de logement, de quoi se vêtir, manger et travailler à côté. Il peut révéler la fibre de l’engagement mais pas forcément à la sortie du Service Civique.”

C’est aussi le cas de Benjamin : “Oui je souhaite m’engager pour faire attention aux gens qui m’entourent mais pas maintenant. Je compte tout d’abord finir mon Service Civique et lorsque j’aurais une situation plus stable (notamment financièrement grâce à un emploi) je serai partant pour faire du bénévolat.”

Julien : “C’est quelque chose que j’aimerais faire [engagement associatif] mais avec ma situation actuelle je peux pas, manque de temps et le fait d’où j’habite les assos qui m’intéressent ne sont pas suffisamment proches.”

Morgane : “Je pense plus tard je vais m’investir auprès d’assos différentes, là en tant que jeune travailleuse c’est compliqué.”

Kalilou : “Après pour ce qui est de m’engager moi dans ma tête je veux juste réussir ma licence, ou commencer le sport mais c’est quelque chose que je n’ai pas fait. Mais je m’engagerai plus facilement je pense. Oui, le fait qu’on change, se rendre compte qu’en s’engageant tu aides ton prochain.”



⁵² L’indemnité se décompose entre une indemnité nette perçue par les jeunes à hauteur de 496€ + une prestation de subsistance (pour logement, déplacement...) versée en nature ou en espèces par la structure d’accueil de 113€ (donc pour tous les jeunes = 609€) + pour certains jeunes, une majoration de l’indemnité sur critères sociaux à hauteur de 113€.

Le point de vue d'Olivier Galland, sociologue, directeur de recherche au CNRS

"Cette étape de remobilisation citoyenne est essentielle..."

Cette étude valide beaucoup de facteurs positifs du service civique sur l'engagement et la participation citoyenne. Ce surcroît d'engagement s'oriente plus vers des actions de bénévolat que vers un engagement politique direct. Les jeunes, en général, restent très défiants à l'égard des institutions politiques, du système politique institutionnel. Mais cette étape de remobilisation citoyenne est essentielle. L'étude montre d'ailleurs qu'elle a un effet positif sur les intentions de voter.

Ces résultats sont d'autant plus notables qu'ils concernent tout particulièrement les jeunes de niveau d'étude infrabac et résidant en QPV, c'est-à-dire les jeunes (comme nous l'avions montré avec Marc Lazar dans l'enquête réalisée pour l'Institut Montaigne) les plus éloignés de l'engagement ou même de l'intérêt pour les questions sociétales.

Même si les motivations de départ de ces jeunes pour participer à un service civique peuvent être principalement matérielles, l'expérience elle-même génère des effets positifs. Les entretiens qualitatifs qui accompagnent le sondage le montrent bien. La participation à ces actions renforce l'estime de soi, la confiance et l'ouverture aux autres, ce qui constitue un préalable pour s'extraire de ses seuls problèmes personnels et porter le regard sur la société, ou plus modestement sur son environnement immédiat. Se sentir reconnu et intégré contribue à cette ouverture sur le monde. Les entretiens soulignent également l'importance des rencontres occasionnées par le service civique. Rencontrer d'autres personnes, aux profils et aux idées différents, c'est aussi s'ouvrir à l'altérité et à la compréhension du monde."



Recommandations

Fort des leçons tirées du sondage et de l'enquête qualitative, le comité éditorial de l'étude annuelle sur le Service Civique et ses impacts formule ci-après une série de recommandations destinée à renforcer l'impact que le Service Civique pourrait avoir sur la participation démocratique et citoyenne des jeunes, notamment des jeunes de milieux populaires et des jeunes peu ou pas qualifiés, généralement plus éloignés des pratiques d'engagement. Elles prennent en compte les préconisations formulées par les jeunes comme par les tuteurs.

Généraliser le Service Civique et en favoriser l'accès aux jeunes les plus éloignés

“On est pendant 8 mois dans une mission où on nous autonomise, on nous donne des responsabilités et on nous donne une vraie place en tant que jeune dans la société, ça favorise l'envie de mieux faire, de faire plus et de faire bien.”

MORGANE

L'étude confirme combien le Service Civique constitue pour tous les jeunes, mais surtout pour les jeunes “plus éloignés” des pratiques d'engagement, une première étape essentielle sur le chemin de la citoyenneté et de l'appartenance républicaine. Grâce aux relations et aux expériences qu'ils y vivent, aux missions qu'ils y mènent et au statut et à l'accompagnement dont ils bénéficient, les jeunes y acquièrent de la connaissance politique, un intérêt accru pour les questions de société, une plus grande confiance en eux-mêmes et en les autres qui leur permet de se sentir légitimes à penser par eux-mêmes, à exprimer leur opinion et à participer aux débats, et une appétence à poursuivre leur engagement citoyen dans la suite de leur parcours.

Une forte majorité des jeunes interrogés soutient la généralisation du Service Civique et recommande qu'il soit fortement préconisé/valorisé sans toutefois devenir obligatoire. Certains jeunes, vivant en quartiers populaires souvent, préconisent eux l'obligation, notamment en pensant à leurs pairs “décrocheurs” dont ils estiment qu'ils “devraient” faire un Service Civique pour rebondir.

Loane : “Je pense que tous les jeunes avant de rentrer dans la vie active devraient consacrer 8 à 10 mois pour se préparer à la vie future.”

Célestine : “Je pense que le Service Civique devrait être proposé à tous mais pas obligatoire. Ça permettrait aux jeunes qui sont perdus de s'engager et se trouver et pour les jeunes engagés, de soutenir une cause qui leur tient à cœur.”

Les jeunes interrogés disent avoir entendu parler du Service Civique de manière fortuite, par le bouche-à-oreille, alors même qu'ils auraient aimé en être informés plus tôt et mieux dans leur parcours, notamment par l'institution scolaire. Des tuteurs témoignent aussi que les organismes chargés de l'orientation des jeunes ne proposent pas le Service Civique et n'orientent pas les jeunes vers le dispositif, alors qu'ils en auraient bien besoin. Cette méconnaissance et ce manque de promotion du Service Civique par le système est non seulement une perte d'opportunité pour les jeunes, mais elle participe aussi au manque d'attractivité du dispositif : auprès des autres jeunes, des employeurs ou des politiques, l'expérience est plus difficilement valorisable si elle est méconnue et insuffisamment promue par les institutions. Il y a donc un enjeu fort à promouvoir plus fortement le Service Civique auprès des jeunes, dès 16 ans et tout au long des parcours quels qu'ils soient.



Recommandation n°1 :

Adresser personnellement et nominativement à chaque jeune, au moment du recensement à 16 ans, une plaquette d'information sur le Service Civique, leur expliquant l'intérêt de cette césure citoyenne et leur formulant des conseils pratiques...

Lors du recensement intervenant au franchissement de leurs 16 ans, les jeunes devraient recevoir de manière automatique une information qualifiée sur le Service Civique, leur rappelant qu'il n'est pas obligatoire mais fortement recommandé, qu'il peut se faire entre 16 et 25 ans, voire 30 ans s'ils sont en situation de handicap, et qu'il est à la fois un temps de sa vie consacré à “servir l'intérêt général”, et un temps de découverte, d'apprentissage, de vie collective au service de causes qui leurs tiennent à cœur, et qu'il est “universel” et à ce titre accessible à tous. En leur donnant des conseils / recommandations sur la meilleure manière de préparer leur étape de Service Civique, quelle que soit la période de leur vie où ils envisagent de le faire (de suite si en décrochage scolaire, après le bac s'ils hésitent sur leur orientation, entre la licence et le master s'ils décident de poursuivre leurs études, ou en année de césure au cours de leurs études...).

Recommandation n°2 :

Rendre obligatoire l'information et la promotion du Service Civique au cours du cursus scolaire et universitaire (en particulier en 3^{ème}, terminale, et en fin de L2) ainsi que dans les centres d'information et d'orientation des jeunes et dans le Service public de l'emploi (missions locales et pôle emploi/France Travail), avec le témoignage de jeunes engagés ou anciens engagés.

Etienne : “Je pense qu'il faut en parler tôt, surtout dans les lycées. Ça permettrait de leur dire qu'il y a autre chose dans la vie que la scolarité et ne pas déprimer à cause des résultats scolaires.”

Delphine : “On a un Centre d'Information et d'Orientation à Dieppe qui n'envoie jamais de candidatures, j'en suis effarée. La pub à la télé est importante, ou alors via le bouche à oreille, ce sont les deux biais. Les acteurs qui pourraient nous en envoyer ne le font jamais, centre d'information et d'orientation, Pôle emploi, jamais... alors qu'il y a plein de jeunes.”

Recommandation n°3 :

Orienter systématiquement vers le Service Civique les jeunes décrocheurs dès 16 ans, et proposer le Service Civique à tous les jeunes déscolarisés et sans emploi

Le Service Civique est particulièrement déterminant pour les jeunes précaires, et particulièrement pour les jeunes décrocheurs. Comme l'a montré le sondage, ces jeunes ont au début le plus grand déficit de confiance en autrui, en eux, en la démocratie, et ce sont eux qui sont à la fin du Service Civique les plus fiers d'être français, changent le plus d'avis (positivement) sur le vote et évoluent le plus fortement quant à leur sentiment d'appartenance à la communauté nationale. Au-delà du fait que le Service Civique est un réel tremplin professionnel, l'expérience est également absolument transformante en termes d'appropriation citoyenne et de reconnexion avec un "sentiment d'appartenance". Il contribue à l'accompagnement vers la vie professionnelle des jeunes les plus fragiles. Il doit être beaucoup plus systématiquement proposé à ces jeunes.

Recommandation n°4 :

Tripler le nombre de jeunes de quartiers populaires engagés en Service Civique chaque année, en mettant en place des dispositifs adaptés d'information et d'accompagnement, fondés sur le "aller vers".

Ghiles : "Il y en beaucoup qui sont à l'école par défaut et ils n'aiment pas ça, ils sont quand même là-bas et ils stagnent, ils ne font rien de bien. Et ils ne se voient pas quitter l'école, du coup le Service Civique serait une bonne porte de sortie. Plutôt que décrocher petit à petit."

Recommandation n°5 :

Afin de ne pas faire du montant de l'indemnité un frein à l'engagement en Service Civique et l'adapter à l'évolution du coût de la vie : faire passer l'indemnité de 600 à 700€ par mois pour tous (prise en charge Etat augmentée de 100€/mois), rehausser l'indemnité complémentaire financée par l'Etat à 200€ et la rendre accessible à davantage de jeunes.

Sandrine (jeune) : "Je pense qu'on devrait revaloriser un peu l'indemnité pour permettre à des jeunes d'évacuer la question des problèmes financiers qui reste présente avec 600 euros."

Lisa (tutrice) : "C'est hyper dommage car ces jeunes [les jeunes précaires] décrochent, vont difficilement au bout, alors que le Service Civique serait pour eux une voie royale, incroyable pour eux, mais en fait ils ne peuvent pas consacrer 24h par semaine pour 600€."

La situation d'un jeune hébergé par sa famille n'est évidemment pas la même que celle d'un jeune qui doit payer un loyer et porter l'ensemble du coût de sa vie. La question des moyens de se déplacer reste un frein, notamment en milieu rural. **Le montant actuel de l'indemnité de Service Civique** (610€ dont 497€ pris en charge par l'Etat), **n'est pas suffisant pour certains jeunes** devant subvenir seuls à leurs besoins pour vivre. Ce qui rend, de fait, le Service Civique inaccessible pour ces jeunes, et constitue une évidente rupture d'égalité face à un dispositif censé être "universel" / "accessible à tous". La majoration de 113€ apportée aux jeunes "boursiers échelons 5 ou 6 ou bénéficiaires du RSA" est à la fois trop restrictive dans ses critères d'éligibilité et insuffisante pour résoudre le problème.

Renforcer les relations entre les jeunes pendant et après leur Service Civique

"De jeunes à jeunes, je pense que ça a un autre impact que quand c'est des plus grands que nous qui nous parlent politique de manière trop structurée, scolaire, cadrée."
MORGANE

Les changements que le Service Civique apporte aux jeunes sont plus sensibles lorsque l'expérience permet à des jeunes issus de milieux divers de se rencontrer et d'agir ensemble : ils apprennent à se connaître mutuellement, s'entraident, discutent et vivent l'expérience unique d'une mission menée ensemble. **L'accueil des jeunes en équipe est plus propice aux échanges et à l'initiation de projets communs.** Les jeunes isolés dans leur mission ne peuvent bénéficier de cette émulation et de cette pair-aidance : ces situations, rares dans la présente enquête, doivent devenir des exceptions.

La formation civique et citoyenne doit permettre elle aussi de rassembler des jeunes dans la diversité.

Les expériences vécues ensemble pendant près d'une année tissent des liens d'amitié et de soutien qui souvent perdurent. Ces liens, comme ceux d'anciens d'une promotion d'étudiants, doivent continuer à constituer des ressources durables pour les jeunes à la suite de leur Service Civique, comme souvenir de ce rite de passage que constitue souvent le Service Civique, mais aussi comme un moyen de lutter contre l'isolement, s'entraider, et conserver vivante l'envie de s'engager. Les jeunes sont en effet unanimes pour dire que leur désir d'engagement ne pourra se concrétiser qu'une fois les questions d'insertion réglées (logement, travail, famille...).

Recommandation 6 :

Promouvoir fortement les missions en équipe de jeunes (en binôme à minima) et faire en sorte que les missions individuelles deviennent l'exception dans la mesure du possible.

Myriam (tutrice) : "Je pense qu'il faut interdire le Service Civique individuel parce qu'il est moins riche et parce que c'est souvent du salariat déguisé. [...] L'Etat à un travail à faire sur l'utilisation de ce dispositif. C'est compliqué de se sentir citoyen quand on est dans un dispositif où on a l'impression d'être "utilisé". Pour contrer ça, il faut minimum deux jeunes par mission : une "co-responsabilité"."

Recommandation 7 :

Promouvoir la rencontre entre jeunes de différents profils, milieux, niveaux d'étude, via des missions collectives et/ou via des rassemblements de jeunes, par exemple dans le cadre des Formations Civiques et Citoyennes.

Recommandation 8 :

Promouvoir pendant et après le Service Civique un esprit de communauté entre les jeunes engagés, avec une co-animation par l'Agence du Service Civique et les structures d'accueil.

Clémence : "L'Agence du Service Civique et Unis-Cité pourraient rassembler les volontaires d'une région et faire un séminaire des volontaires. Les bonnes infos pourraient être diffusées sur le sujet de la citoyenneté, et les jeunes pourraient se rassembler entre eux."

Lisa : "Il faut une animation de réseau au niveau territorial car c'est là qu'on peut faire de vraies choses avec des ateliers, en mettant tout le monde autour de la table en organisant un moment avec les jeunes sur la vie politique et démocratique avec les services déconcentrés en présence."

Recommandation 9 :

Prévoir l'équivalent d'une journée de FCC (Formation Civique et Citoyenne) par mois d'engagement pendant le Service Civique, et en faire un continuum de l'Éducation morale et civique dispensée pendant le parcours scolaire.

Pour ce faire, mettre en place un groupe de travail rassemblant les instances de pilotage de l'EMC portée par le Ministère de l'Éducation Nationale, l'agence du Service Civique, et des représentants des organismes assurant les journées de formation civique et citoyenne pendant le Service Civique (structures d'accueil ou structures labellisées pour le faire).

Au fil de ce parcours d'éducation civique et citoyenne, outre les questions essentielles de fonctionnement de notre démocratie, les valeurs de la République Française, les fondamentaux et le fonctionnement du projet européen, devraient être abordées les différentes manières de s'engager au fil de la vie, et notamment les modalités pratiques de l'engagement de Service Civique puis les congés de solidarité internationale ou le bénévolat de compétence par exemple.



Enzo : “J’ai acquis des connaissances en formation civique et citoyenne, sur le fonctionnement du Conseil Départemental en grosse partie et la collectivité européenne d’Alsace, à quoi sert un conseil départemental, les missions qui lui sont attribuées, et puis aussi les connaissances autour du domaine de ma mission.”

Recommandation 10 :

Organiser des simulations de débat et de vote démocratiques dans le cadre de la formation civique et citoyenne (simulations d’assemblée municipale, départementale, ou régionale par exemple).

Nabila : “On a eu une formation civique et citoyenne : ça se passait pendant une journée, on devait piocher le parti qu’on représentait et se mettre en groupe, puis convaincre les autres groupes de voter pour notre parti. On devait faire des recherches, convaincre. C’était une simulation d’élection présidentielle. Ensuite il y a eu débats, c’était intéressant. On a parlé de l’Europe aussi.”

Recommandation 11 :

Créer et diffuser aux jeunes un “Guide : Service Civique - et après ?” accessible sur le site de l’Agence du Service Civique et remis par les structures d’accueil, contenant des encouragements, des conseils et des pistes pour rester engagé tout au long de sa vie.



Renforcer les relations entre les jeunes en Service Civique et les élus

“Avoir des rencontres avec des personnes qui sont dans la politique, les élus, je pense que c’est le mieux.”
JULIE

La conscience politique et démocratique des jeunes est particulièrement nourrie par le lien concret, humain, avec des élus. Notamment autour des questions de société soulevées par les missions des jeunes. L’enquête montre l’intérêt des moments privilégiés d’échanges entre jeunes et élus, dans le cadre desquels les élus entendent les avis des jeunes non seulement sur leur expérience de Service Civique, mais aussi sur les politiques publiques menées sur le territoire, et dans le cadre desquelles les élus sont invités à soutenir les projets mis en place par les jeunes.

La participation aux instances démocratiques locales est également une expérience marquante, notamment si les jeunes peuvent y intervenir pour témoigner de leur engagement ou si un sujet qui concerne leur mission est traité en séance.

Le Service Civique permet aux jeunes d’assister de manière privilégiée et peut-être exceptionnelle au cours de leur vie à des moments structurants de la vie publique locale et à des débats importants pour le territoire (dans le cadre de FCC par exemple). En outre, les jeunes en Service Civique sont une ressource incontournable pour renforcer la mixité et l’attractivité des instances démocratiques locales, faut-il les inviter à participer aux consultations, ou à être candidats à différentes élections, etc. Les jeunes sont particulièrement disponibles et prompts à s’engager pendant le Service Civique.

Les réponses des jeunes à l’enquête montrent que **les cérémonies présidées par les élus pour accueillir ou remercier les jeunes** pour leur engagement de Service Civique sont marquantes pour les jeunes car ils témoignent de l’intérêt des acteurs politiques pour leurs actions sur le territoire. La représentation de l’Etat sur le territoire (le préfet) lors de ces cérémonies est intéressante voire essentielle, et les préfets pourraient même coordonner la présence des élus locaux (à mandat national et local).



Recommandation 12 :

Systématiser l’organisation de rencontres entre les jeunes en Service Civique et les élus du territoire (député, sénateur, élu avec mandat local), dans le cadre des formations civiques et citoyennes, et/ou de la préparation des jeunes à leur mission (présentation des acteurs et politiques locales en lien avec la mission).

Recommandation 13 :

Inviter les jeunes à assister voire à participer aux instances démocratiques locales (conseils municipaux, départementaux, régionaux) et associatives (conseil d’administration). Faire participer les jeunes en Service Civique au dialogue structuré sur le territoire lorsqu’il y en a.

Recommandation 14 :

Institutionnaliser les cérémonies de remise officielle de certificat en fin de Service Civique, organisées par les représentants locaux de l’Etat en lien avec les élus du territoire (mandats locaux et nationaux, députés et maires en particulier).

Myriam (tutrice) : “Peut-être ne pas favoriser la rencontre avec des politiciens qu’en période d’élections. Que ça rentre dans le parcours d’un jeune de rencontrer des personnes de différentes institutions.”

Sandrine : “Il y a des élus de terrain qui mènent des actions au quotidien et qui apportent beaucoup sauf qu’on n’en parle pas. Or avec ces élus il y a une proximité avec les habitants, ça c’est la fonction publique territoriale et le témoignage est le meilleur moyen de créer de l’échange.”

Delphine (tutrice) : “Il est important d’emmener les jeunes dans des lieux où des choses se passent pour la vie de tous. Ce serait sympa aussi que le député de Dieppe emmène les jeunes à l’Assemblée nationale.”

Enzo (jeune) : “Donner des responsabilités, élire des délégués de promo, ça peut aider pour donner les clés pour comprendre à quel point c’est important de participer à la vie politique.”

Renforcer les relations entre les jeunes en Service Civique et le public / la population du territoire

“On peut voir que quelque chose change. On peut faire le bonheur de quelques personnes par exemple et aussi se créer un réseau dans la vie réelle et toujours trouver des gens ouverts et gentils.”

GEORG

La relation des jeunes à ceux qui ont un besoin et le sentiment de pouvoir, grâce à leur engagement, changer les choses “concrètement”, pour ces personnes, sont les leviers principaux de la fierté d’engagement et du désir de le poursuivre. Les jeunes découvrent des réalités nouvelles et font le lien entre ces réalités, les questions sociales/environnementales/sociétales qu’elles recouvrent, et ce qu’est l’engagement citoyen et politique. **Les jeunes sortent du Service Civique avec une vision “mise en pratique” de la fraternité, la fierté d’avoir contribué à une société plus solidaire**, avec une vision très fraternelle et humaine de la citoyenneté.

Une mission de terrain, en lien avec “le public”, avec des bénéficiaires, est essentielle pour faire du Service Civique une expérience de qualité et transformatrice. **Ce lien avec le public doit être renforcé et systématisé car il est au cœur de l’impact du Service Civique sur les jeunes.**

La mission de Service Civique n’est pas le seul moment de rencontre entre les jeunes et des bénéficiaires : les temps collectifs, de formation, d’intégration ou de (re)mobilisation sont pour certaines structures d’accueil l’occasion de proposer aux jeunes des expériences terrain et humaines fortes, par exemple en leur proposant de prêter main forte ponctuellement aux banques alimentaires, ou à d’autres associations et services publics du territoire ayant des besoins. Ce qui leur permet d’aller “voir ailleurs” et parfois susciter de nouvelles vocations.

Le tuteur a évidemment un rôle majeur : il est là pour accompagner et protéger le jeune, le préparer à l’exercice de sa mission, et l’accompagner dans sa relation avec le public, notamment quand ce dernier est fragile ou vulnérable.

Recommandation 15 :

Veiller à ce que la mission des jeunes prévoie un lien direct avec les bénéficiaires et plus généralement avec la population.

Recommandation 16 :

Prévoir qu’au cours de leur Service Civique les jeunes puissent être mobilisés ponctuellement par des associations de lutte contre l’exclusion et les services publics du territoire pour leur prêter main-forte notamment en cas de crise ou de catastrophe naturelle.

Loane (jeune) : “Le Service Civique m’a ouvert les yeux, j’avais une vision très fermée des personnes âgées, véhiculée par les médias avec les dominos, la sieste.... En réalité j’ai remarqué qu’ils avaient une très grande sagesse et des liens forts se sont créés entre eux et moi.”

Delphine (tutrice) : “Oui les volontaires ont envie d’en savoir plus, en rapport avec ce qu’on voit tous les jours (pourquoi les gens touchent des minimas sociaux ? Pourquoi d’autres pas ? etc.). Parfois il y a des annonces gouvernementales et les services civiques posent des questions “est-ce que les gens qui viennent ici pourront avoir ces aides, quand est-ce que sera mis en place ? etc.”

Delphine (tutrice) : “On a un dispositif du département qui s’appelle “Tope Là” et qui permet aux jeunes de s’engager en bénévolat 40h par mois, dans une association [...]. Beaucoup de volontaires du Service Civique s’engagent ensuite dans “Tope Là” : c’est un autre engagement qu’ils prennent, déclenché par l’engagement de Service Civique.”

LIVRET CONSOLIDÉ DES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ ÉDITORIAL DE L'ÉTUDE ANNUELLE SUR LE SERVICE CIVIQUE ET SES IMPACTS



Annexes

Chaque année, avec le soutien et sous le contrôle d'un Comité Editorial* composé de différentes personnalités de la société civile, convaincues de la force du Service Civique des jeunes, Unis-Cité réalise une enquête sur les pratiques de Service Civique au sein des organisations, et/ou sur ses impacts, sur les jeunes, les organisations, la société.

Ce Livret est le consolidé des recommandations formulées par le Comité Editorial de cette étude annuelle dans les deux premières éditions de cette étude annuelle. Il rassemble l'ensemble des pistes qu'il faudrait suivre pour améliorer le dispositif et en augmenter encore l'impact sociétal.

1. Développer l'offre de missions pour permettre à toute la classe d'âge de s'engager

Recommandation 1

Faire adopter une loi de programmation pour acter l'objectif d'universalisation du Service Civique, avec notamment les moyens pour proposer une mission de 8 mois en moyenne à toute la classe d'âge

Recommandation 2

Faire adopter tous les 5 ans par le Parlement, sur proposition du CESE, les "Grandes causes" sur lesquelles les jeunes du Service Civique devront être mobilisés en priorité, à l'instar du Service Civique Solidarité Seniors, mobilisation de l'ensemble des acteurs de la jeunesse et du grand âge pour le développement du Service Civique contre l'isolement de nos aînés.

Recommandation 3

Fixer chaque année des objectifs quantitatifs de nombre de jeunes en Service Civique accueillis par ministère, avec la cible d'au moins deux jeunes par établissement accueillant du public.

Recommandation 4

Reprendre et renforcer la tenue "hors les murs" du Comité stratégique de l'Agence du Service Civique grâce à des réunions se tenant dans les différents ministères, invités à cette occasion à exposer leurs efforts pour développer le Service Civique.

Recommandation 5

Développer les "pôles d'appui" au développement du Service Civique, pour informer les associations, établissements publics, et collectivités territoriales sur le Service Civique et les accompagner dans leur projet d'accueil.



Recommandation 6

Pour simplifier le système (et permettre un co-tutorat souvent nécessaire), développer massivement l'intermédiation par des associations expertes du Service Civique labellisées par l'Etat.

2. Veiller à une promotion et information généralisée des jeunes sur le Service Civique dès le collège

Recommandation 7

Adresser personnellement et nominativement à chaque jeune, au moment du recensement à 16 ans, une plaquette d'information sur le Service Civique, leur expliquant son intérêt et formulant des recommandations sur quand et comment s'y engager.

Recommandation 8

Rendre obligatoire l'information et la promotion du Service Civique au cours du cursus scolaire et universitaire (en particulier en 3^{ème}, terminale, et en fin de L2) ainsi que dans les centres d'information et d'orientation des jeunes et dans le Service public de l'emploi (missions locales et pôle emploi). Prévoir le témoignage de jeunes engagés ou anciens engagés en Service Civique pour ce faire.

Recommandation 9

Orienter systématiquement vers le Service Civique les jeunes décrocheurs dès 16 ans, et proposer le Service Civique à tous les jeunes déscolarisés et sans emploi. (tous les jeunes dits NEETs).

3. Rendre le Service Civique réellement accessible à tous

Recommandation 10

Afin de ne pas faire du montant de l'indemnité un frein à l'engagement de Service Civique, adapter l'indemnité de Service Civique à l'évolution du coût de la vie : la faire passer de 600 à 700€ par mois pour tous (prise en charge Etat augmentée de 100€/mois), élargir le nombre de jeunes éligibles à l'indemnité complémentaire et augmenter celle-ci à hauteur de 200€.

Recommandation 11

Tripler le nombre de jeunes de quartiers populaires engagés en Service Civique chaque année, et mettre en place les dispositifs d'information et d'accompagnement adaptés pour les jeunes de ces territoires (fondés sur le "aller vers" dans tous les quartiers et en zones rurales).

Recommandation 12

Imposer à toutes les structures d'accueil un objectif de "diversité" : chacune s'engageant à contribuer, à sa manière, à l'accessibilité du Service Civique à tous les jeunes (tous niveaux d'étude, handicaps, urbain/rural, âges notamment).

4. Garantir la qualité du Service Civique et maximiser son impact

Recommandation 13

Veiller à ce que les structures d'accueil ancrent le Service Civique dans leurs projets stratégiques et dans leurs pratiques.

Recommandation 14

Veiller à ce que la mission des jeunes prévoit un lien direct avec les bénéficiaires (ou la nature dans le cadre de missions dans le champ environnemental).

Recommandation 15

Promouvoir fortement les missions en équipe de jeunes (en binôme à minima) et faire en sorte que les missions individuelles deviennent l'exception dans la mesure du possible.

Recommandation 16

Promouvoir la rencontre entre jeunes de différents profils, milieux, niveaux d'étude, via des missions collectives et/ou via des rassemblements de jeunes, par exemple dans le cadre des Formations Civiques et Citoyennes.

Recommandation 17

Promouvoir pendant et après le Service Civique un esprit de communauté entre les jeunes engagés du Service Civique, communauté co-animée par l'Agence du Service Civique et les structures d'accueil.

Recommandation 18

Rendre obligatoire la formation des tuteurs et responsables de structures proposée par l'Agence du Service Civique.

* Comité éditorial : Maë Bouteille (FAGE), Samuel Béguin et William Feys (FFJ), Sarah Bilot (Le Mouvement associatif / Animafac), Henri Cabanel (sénateur), Michel Doneddu (CGT), Lydie Nicol (CFDT), Alain Régner (Dlair), Eric Sapin (CCSC-Volontariats) et Eléonore Tranchant (Ligue de l'Enseignement)

Recommandation 19

Prévoir des financements spécifiques à chaque ministère pour garantir la qualité du Service Civique dans le secteur public, notamment pour l'indemnisation des tuteurs (et donc la valorisation du tutorat des jeunes en Service Civique)

Recommandation 20

Passer de 2 à 7 au moins le nombre de journées de formation civique et citoyenne dispensées au fil du Service Civique, et en faire un continuum de l'Éducation morale et civique dispensée pendant le parcours scolaire.

Recommandation 21

Organiser des simulations de débat et de vote démocratiques dans le cadre de la formation civique et citoyenne (simulations d'assemblée municipale, départementale, ou régionale par exemple).

Recommandation 22

Créer et diffuser aux jeunes un "Guide : Service Civique - et après ?" accessible sur le site de l'Agence du Service Civique et remis par les structures d'accueil, contenant des encouragements, des conseils et des pistes pour rester engagé tout au long de sa vie.

Recommandation 23

Systématiser l'organisation de rencontres entre les jeunes en Service Civique et les élus du territoire (député, sénateur, élu avec mandat local), dans le cadre des formations civiques et citoyennes, et/ou de la préparation des jeunes à leur mission (présentation des acteurs et politiques locales en lien avec la mission).

Recommandation 24

Inviter les jeunes à assister voire à participer aux instances démocratiques locales (conseils municipaux, départementaux, régionaux) et associatives (conseil d'administration). Faire participer les jeunes en Service Civique au dialogue structuré sur le territoire lorsqu'il y en a.

Recommandation 25

Préserver le pilotage partenarial société civile/Etat/Collectivités du Service Civique et développer des "comités stratégiques locaux du Service Civique" afin de veiller à l'animation et au contrôle du dispositif par ce pilotage tripartite.

Recommandation 26

Prévoir qu'au cours de leur Service Civique les jeunes puissent se mettre à disposition d'associations de lutte contre l'exclusion et de services publics du territoire pour leur prêter main-forte notamment en cas de crise.

5. Valoriser beaucoup plus fortement l'engagement de Service Civique et inciter les jeunes à s'y engager

Recommandation 27

Rendre officielle et publique la garantie que les jeunes faisant un Service Civique après le Bac ne sont pas pénalisés lorsqu'ils s'inscrivent dans Parcours Sup à Bac+1, voire même prévoir qu'ils soient avantagés dans l'accès à leurs choix d'orientation, valorisant le fait que ce choix est davantage réfléchi.

Recommandation 28

Faire du Service Civique un prérequis pour l'entrée dans tout ou partie des écoles de la fonction publique ; et promouvoir cette idée dans toutes les grandes écoles et masters.

Recommandation 29

Inviter les entreprises et la fonction publique à valoriser l'engagement de Service Civique dans leurs processus de recrutement.

Recommandation 30

Rendre les jeunes engagés en Service Civique visibles dans les territoires et les organisations, par des éléments de tenues ou badges permettant de les distinguer des professionnels et des bénévoles.

Recommandation 31

Institutionnaliser les cérémonies de remise officielle de certificat en fin de Service Civique, organisées par les représentants locaux de l'Etat en lien avec les élus du territoire (mandats locaux et nationaux, députés et maires en particulier).

Recommandation 32

Créer une émission hebdomadaire sur une radio publique nationale consacrée au Service Civique et plus largement aux volontariats, y compris européens et internationaux.

Recommandation 33

Inviter chaque ministère à proposer chaque année 1 ou 2 "missions emblématiques" qui feront l'objet d'une médiatisation soutenue sur les chaînes de radios et de télévision publiques.



1. Renseignements signalétiques

2. Avez-vous déjà réalisé un Service Civique ?

- Oui, vous êtes actuellement en Service Civique
- Oui, vous avez réalisé un Service Civique par le passé
- Non, vous n'avez jamais réalisé de Service Civique

3. En pensant à l'avenir, pour vous et vos proches, diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste ?

- Très optimiste
- Plutôt optimiste
- Plutôt pessimiste
- Très pessimiste

4. D'une manière générale, diriez-vous qu'on peut faire confiance à la plupart des gens ou qu'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ?

- On peut faire confiance à la plupart des gens
- On n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres

5. Avez-vous l'impression de mieux comprendre la vie politique française par rapport au début de votre Service Civique ?

- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, plutôt pas
- Non, pas du tout

6. Depuis votre Service Civique, avez-vous l'impression de mieux savoir à quoi servent et comment fonctionnent les différentes institutions françaises ? (Parlement, gouvernement, justice notamment)

- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, plutôt pas
- Non, pas du tout

7. Est-ce que le Service Civique vous a permis de vous faire des opinions politiques plus personnelles ?

- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, plutôt pas
- Non, pas du tout

8. Depuis votre Service Civique, vous exprimez-vous plus facilement sur des questions de société ou des questions politiques ?

- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, plutôt pas
- Non, pas du tout

9. Êtes-vous très satisfait, assez satisfait, peu satisfait ou pas satisfait du tout de la place que vous occupez aujourd'hui dans la société ?

- Très satisfait
- Plutôt satisfait
- Plutôt pas satisfait
- Pas du tout satisfait

10. Depuis le Service Civique, souhaitez-vous accorder plus de temps à l'une de ces actions (Oui / Non) :

- 1. Signer une pétition ou défendre une cause sur internet, un blog, un réseau social
- 2. Donner de votre temps bénévolement dans un groupe ou une association
- 3. Participer à la vie publique sous une autre forme
- 4. Participer à une manifestation, une grève ou occupé des lieux
- 5. Adhérer ou renouveler votre adhésion à un parti politique
- 6. Participer à une concertation publique

11. Nous aimerions mesurer précisément la probabilité que vous alliez voter au premier tour de la prochaine élection présidentielle. A partir d'une échelle allant de 1 à 10, 10 signifiant que vous êtes tout à fait certain(e) d'aller voter, et 1 que vous êtes tout à fait certain(e) de ne pas aller voter, pouvez-vous indiquer où vous vous situez personnellement sur une telle échelle aujourd'hui ?

12. Depuis votre Service Civique, vous intéressez-vous davantage à des questions de société ?

- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, plutôt pas
- Non, pas du tout

13. Vous personnellement, vous intéressez-vous à la politique ?

- Beaucoup
- Assez
- Peu
- Pas du tout

14. Depuis votre Service Civique, diriez-vous que vous êtes plus, moins ou ni plus ni moins engagé en tant que citoyen ?

- Plus engagé
- Moins engagé
- Ni plus ni moins engagé

15. Depuis votre Service Civique, diriez-vous que vous avez plus, moins ou ni plus ni moins envie d'aller voter ?

- Vous avez plus envie d'aller voter
- Vous avez moins envie d'aller voter
- Vous avez ni plus ni moins envie d'aller voter

16. Pensez-vous que voter est important en démocratie ?

- Très important
- Assez important
- Assez peu important
- Pas du tout important

17. Est-ce que votre Service Civique a changé votre opinion sur le sujet ?

- Oui, tout à fait
- Oui, plutôt
- Non, plutôt pas
- Non, pas du tout

18. Diriez-vous qu'en France, la démocratie fonctionne très bien, assez bien, pas très bien ou pas bien du tout ?

- Très bien
- Assez bien
- Pas très bien
- Pas bien du tout

19. Avant votre Service Civique, votre lien d'appartenance à la communauté nationale était-il ?

- Très fort
- Assez fort
- Assez faible
- Très faible

20. Après votre Service Civique, votre lien d'appartenance à la communauté nationale est-il ?

- Très fort
- Assez fort
- Assez faible
- Très faible

21. Vous personnellement, vous sentez-vous fier d'être français ?

- Oui, très fier
- Oui, assez fier
- Non, pas vraiment fier
- Non, pas du tout

22. De laquelle des formations politiques suivantes vous sentez-vous le plus proche ou disons le moins éloigné(e) ?

(Question IFOP + Une jeunesse plurielle)

- Lutte ouvrière (LO)
- Le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA)
- La France insoumise (LFI)
- Le Parti communiste français (PCF)
- Génération.s (G-s) de Benoît Hamon
- Le Parti socialiste (PS)
- Le Parti radical de gauche (PRG)
- Europe Écologie Les Verts (EÉLV)
- Le Parti animaliste (PA)
- La République en marche (LREM)
- Le Mouvement démocrate (MoDem)
- Agir
- Horizons d'Édouard Philippe
- Les Centristes (LC)
- L'Union des démocrates et indépendants (UDI)
- Les Républicains (LR)
- Debout la France (DLF) L'Union populaire républicaine (UPR)
- Les Patriotes (LP) de Florian Philippot
- Le Rassemblement national (RN)
- Reconquête ! d'Éric Zemmour
- Une autre formation politique
- Aucune formation politique

23. Pourquoi vous ne vous sentez-vous proche d'aucun parti politique ?

- Vous ne vous sentez proche d'aucune formation politique
- Vous ne connaissez pas assez ces formations politiques pour avoir une opinion

Informations générales

Sur l'évolution des connaissances :

- Sur une échelle 1 à 10, à quel niveau de connaissance politique te situais-tu avant ton Service Civique ? (Niveau de connaissance politique : quels sont les principaux partis, quels sont les débats politiques qui font l'actualité, le rôle du Parlement, du gouvernement, de la justice, etc.)
- A quel niveau de connaissance politique te considères-tu aujourd'hui ?
- Si tu as acquis des connaissances politiques, lesquelles ?
- Si oui, comment et grâce à quoi les as-tu acquises ?
 - > En formation civique et citoyenne (FCC) ?
 - > Au cours de votre mission (comment) ?
 - > Par des échanges informels avec d'autres jeunes, mon tuteur, des partenaires (si oui, lesquels) ?
 - > Autres (précisez) ?
- Depuis ton Service Civique, sais-tu mieux identifier les sources d'information fiables sur la vie politique du pays ?
- Si oui, comment le Service Civique a permis cela ?

Sur l'évolution du sentiment de légitimité :

- Avant ton Service Civique, t'exprimais-tu sur des questions de société ou des questions politiques ? Si non, pourquoi ?
- Est-ce que tu te sens aujourd'hui plus capable de te faire ta propre opinion sur des questions politiques ou de société ?
- Est-ce que le Service Civique t'a aidé à mieux comprendre ton rôle de citoyen ? Comment le définirais-tu ?



Sur l'évolution de l'appétence :

- Avais-tu des engagements avant ton Service Civique ? Lesquels (bénévolat associatif, militantisme politique, autres (préciser), etc.)
 - > Est-ce que tu as maintenant envie de t'engager ? Exemples ?
 - > Est-ce que c'est le Service qui t'a donné envie ? Quoi dans le Service Civique ?
- Votais-tu avant ton Service Civique ou avais-tu l'intention d'aller voter ?
 - > Si oui, à quelles élections ? Pourquoi ? Si non, pourquoi pas ?
 - > Maintenant, as-tu l'intention d'aller voter aux prochaines élections (lesquelles) ? Le Service Civique a-t-il joué un rôle dans ce choix et si oui, lequel ?
- Avant ton SC étais-tu engagé dans un parti politique ?
 - > Et maintenant souhaites-tu t'y engager ? Est-ce que le Service Civique a influencé cette envie ?
- Depuis ton Service Civique, est-ce que tu as davantage envie de t'informer sur les questions de société ?
 - > Sur quels sujets ?
 - > Qu'est-ce qui dans le Service Civique a déclenché cette envie (ton tuteur, quelqu'un que tu as rencontré) ?

Préconisations :

- Penses-tu que le Service Civique permet aux jeunes d'être davantage engagés dans la vie future (après le Service Civique) ?
- Comment penses-tu que le Service Civique peut aider les jeunes à s'engager ?
- Qu'est-ce qui pourrait être amélioré pour que le Service Civique ait un véritable impact pour rapprocher/réconcilier les jeunes avec la démocratie, la politique ?
- Que penses-tu de la durée du Service Civique ? (moyenne nationale : 8 mois).
- Penses-tu que le Service Civique devrait être proposé à tous les jeunes ? Pourquoi ?
- Que vas-tu faire après ton Service Civique et le Service Civique a-t-il eu une incidence sur le projet d'avenir ?

STRUCTURE	RÉPONDANTS	PROFIL
Unis-Cité	Myriam Julien Alexis Inès Benjamin Nabila Sullyvan	Tutrice depuis 2010 17 ans, mission culture, niveau infrabac 23 ans, mission citoyenneté, niveau bac+5 18 ans, mission citoyenneté, niveau bac 19 ans, mission solidarité citoyenneté, niveau infrabac 18 ans, mission environnement, niveau infrabac 17 ans, mission solidarité, niveau infrabac
Ephad Les Alizées ACCPA	Véronique Amel	Tutrice depuis 4 ans 21 ans, mission solidarité, niveau bac+
Département de Seine-Maritime	Delphine Melina Loane	Tutrice depuis 11 ans 18 ans, mission citoyenneté, niveau bac 19 ans, mission solidarité, niveau bac
Fédération de football du Finistère	Loïc Emma Guillaume Gaël	Tuteur depuis 3 ans 19 ans, mission sport, niveau bac 20 ans, mission sport, niveau licence 18 ans, mission sport, niveau bac
Gilets bleus	Sledy Loïc Dorien Sambelou Inès Ghiles Safiatou	Tuteur depuis 9 ans 24 ans, mission santé, niveau bac, QPV 22 ans, mission santé, niveau bac+1, QPV 20 ans, mission santé, niveau bac, QPV 18 ans, mission santé, niveau bac, QPV 18 ans, mission santé, niveau bac, QPV 19 ans, mission santé, niveau bac, QPV
Ligue de l'Enseignement	Lisa	Tutrice, ancienne Service Civique
Collège Mansle-Les-Fontaine	Julie	24 ans, mission éducation, niveau bac+
Ville d'Evry Courcouronnes	Chelsea Kalilou Inès Oumar Ahmed Farid	19 ans, mission sport, niveau bac, QPV 18 ans, mission solidarité, niveau bac, QPV 18 ans, mission culture et loisirs, niveau infrabac, QPV 19 ans, mission sport, niveau infrabac, QPV 20 ans, mission mémoire et citoyenneté, niveau bac, QPV Tuteur depuis 5 ans
CROUS de Bourgogne-Franche-Comté	Clémence Etienne Georg	Tutrice depuis 3 ans, ancienne Service Civique 19 ans, mission culture et loisirs, niveau infrabac 20 ans, mission culture et loisirs, niveau bac
Collectivité européenne d'Alsace	Célestine Sandy Morgane Enzo Lucas	23 ans, mission mémoire et citoyenneté, niveau BTS Tutrice depuis + de 10 ans et coordinatrice du Service Civique 21 ans, mission santé niveau bac+3 20 ans, mission santé, niveau bac+3 18 ans, mission citoyenneté, niveau bac
Conseil départemental de Haute Garonne	Sandrine Isabelle Naël Julie	Tutrice, chargée de mission Jeunesse depuis 2022 Directrice de la mission Jeunesse 16 ans, mission solidarité, niveau infrabac 21 ans, mission solidarité, bac+

LE REGARD DE L'IFOP SUR LE SONDAGE

L'impact du Service Civique sur la citoyenneté

Principaux enseignements de l'étude

Le Service Civique existe depuis 2010 et vise à encourager la participation citoyenne des jeunes et à favoriser la cohésion nationale et la mixité sociale. Le dispositif permet à des jeunes de 16 à 25 ans de s'engager pour une durée de 6 à 12 mois dans une mission d'intérêt général.

L'association Unis-Cité – partenaire de l'Etat et des collectivités dans le déploiement du dispositif – a souhaité pouvoir évaluer l'impact du Service Civique sur la citoyenneté et l'engagement de ses participants.

Pour se faire, une étude quantitative inédite a été conçue en partenariat avec l'IFOP. Cette enquête a été réalisée auprès d'un échantillon de taille conséquente de jeunes en Service Civique ou ayant effectué un Service Civique par le passé (1729 répondants). L'IFOP a enregistré un taux de participation particulièrement élevé au regard des standards observés pour les enquêtes réalisées auprès de jeunes. Loin d'être anecdotique, cette plus forte participation des jeunes ayant effectué un Service Civique constitue un indice d'une propension plus importante à s'engager.

Ces derniers ont été interrogés à travers un questionnaire complet visant à aborder l'impact sur la citoyenneté à travers différentes dimensions : capacité à exprimer des opinions, à s'engager dans différentes causes, à comprendre le fonctionnement des institutions... ou tout simplement à voter. Afin d'objectiver l'impact du Service Civique, les réponses des jeunes ont été souvent comparées à celles mesurées par l'IFOP auprès de l'ensemble des 18-30 ans dans d'autres enquêtes. Dernier point, une attention toute particulière a été portée à l'évaluation de l'impact du dispositif sur les jeunes les moins diplômés (avec un diplôme inférieur au Bac) et ceux habitant dans les quartiers prioritaires de la ville. Les résultats ont donc été systématiquement analysés en fonction du niveau de diplôme et de l'habitat dans un quartier prioritaire de la ville.



Les jeunes ayant effectué un Service Civique : des jeunes optimistes et confiants de leur place dans la société

Trop souvent, la jeunesse française est perçue comme étant pessimiste à l'égard de son avenir. Les résultats des enquêtes de l'IFOP viennent fortement nuancer ce constat avec des niveaux d'optimisme qui s'établissent la plupart du temps entre 60 % et 70 % pour les 18-30 ans. Les jeunes ayant effectué un Service Civique n'y dérogent pas et se déclarent eux-aussi assez largement optimistes (69 %). Soulignons que si en population générale, les jeunes les moins diplômés sont les moins optimistes, on observe un effet inverse parmi les jeunes ayant effectué un Service Civique. 75 % des infrabacs se déclarent optimistes (65 % pour les diplômés du supérieur) contre 67 % des infrabacs en population générale.

Signe d'une ouverture aux autres permise par le Service Civique, ils sont aussi un peu plus nombreux à estimer qu'on peut faire confiance à la plupart des gens (33 % contre 27 % des 18-30 ans).

Enfin, ils se déclarent très largement satisfaits de la place qu'ils occupent dans la société (70 %), soit une proportion légèrement supérieure à celle mesurée auprès de l'ensemble des jeunes (61 % à 66 % selon les enquêtes). Là encore, l'écart est particulièrement marqué entre les moins diplômés ayant effectué un Service Civique et les moins diplômés en population générale (68 % contre 50 %).

Un intérêt accru pour les questions de société à l'issue du Service Civique

Quels sont les bénéfices et effets ressentis par les jeunes suite au Service Civique ? Deux tiers d'entre eux indiquent s'intéresser davantage aux questions de société (66 % dont 21 % "oui, tout à fait"). Corollaire à cet intérêt accru, ils sont aussi plus d'un sur deux à s'exprimer plus facilement sur ces sujets (57 %).

L'impact du Service Civique sur la meilleure compréhension de la vie politique et des institutions est un peu moins marqué. Si un jeune

sur deux indique mieux comprendre la vie politique française par rapport au début de son Service Civique (51 %), ils sont seulement 44 % à avoir l'impression de mieux savoir comment fonctionnent les institutions. Si ce résultat peut sembler modeste, il est toutefois plus marqué chez certains publics. Il en va ainsi notamment des jeunes peu diplômés ou encore de ceux qui habitent au sein des quartiers prioritaires de la ville. 55 % des jeunes infrabacs expliquent ainsi mieux comprendre les institutions depuis le début de leur Service Civique, soit une proportion supérieure de 17 points à celle mesurée chez les diplômés de l'enseignement supérieur.

Les jeunes ayant effectué un Service Civique sont plus intéressés par la politique et enclins à voter

Les résultats de l'étude montrent que les jeunes ayant effectué un Service Civique sont significativement plus nombreux à s'intéresser à la politique : 47 % d'entre eux se déclarent "beaucoup" ou "assez" intéressés, soit une proportion supérieure de 11 points à celle mesurée dans la population des 18-30 ans (36 %).

Cet intérêt pour la politique s'accompagne d'une propension plus marquée à se rendre aux urnes. Ainsi, 4 ans avant la prochaine élection présidentielle, ils sont déjà 47 % à se déclarer certains d'aller voter (en attribuant une note de 10), soit une proportion bien supérieure à celle mesurée dans une enquête de l'IFOP auprès de 18-30 ans, un an avant l'échéance électorale de 2022 (34 %).

L'analyse des données ne permet pas de dire précisément si ce tropisme politique préexistait au Service Civique ou s'il est une conséquence de l'expérience vécue. Il est probable qu'une partie des jeunes se sont engagés dans une mission de Service Civique car ils étaient déjà intéressés par la politique, mais il est aussi possible que l'expérience du Service Civique contribue à renforcer l'engagement électoral.

Les données de l'étude laissent toutefois à penser que le Service Civique peut jouer un rôle de catalyseur pour une partie des jeunes. Ils sont ainsi, un quart, à déclarer avoir davantage envie d'aller voter depuis leur Service Civique (23 %). Un effet d'autant plus fort pour les

jeunes plus éloignés de la politique. Ainsi, 26 % de ceux peu diplômés et 29 % des habitants des quartiers prioritaires de la ville indiquent avoir plus envie d'aller voter depuis la participation au dispositif.

Relevons enfin que les jeunes s'accordent quasi-unaniment pour dire que voter est important en démocratie (91 %) et 20 % d'entre eux indiquent que le Service Civique a changé leur opinion sur le sujet. Là encore, les infra bac (31 %) et les jeunes des quartiers prioritaires (30 %) se distinguent significativement des plus diplômés (18 %). On peut dès lors, faire l'hypothèse que l'impact du dispositif sur l'engagement électoral est majoré chez ces jeunes, traditionnellement plus éloignés des urnes.

Le Service Civique, une expérience transformatrice pour les jeunes les moins diplômés

Les données de l'enquête montrent que les effets du dispositif sur l'engagement citoyen perdurent – pour une partie importante des jeunes – au-delà du programme. L'engagement associatif est assez logiquement la forme la plus privilégiée (78 %).

Mais le souhait de s'engager prend également d'autres formes pour une part importante des jeunes : signer une pétition (62 %), participer à la vie publique sous une autre forme (56 %), participer à une manifestation (42 %) ou à une concertation publique (31 %). Le désir de s'engager au sein d'un parti politique est en revanche plus minoritaire (12 %).

Finalement, c'est 44 % des sondés qui indiquent être plus engagés depuis le Service Civique. Là encore, l'effet du dispositif est majoré chez les moins diplômés (51 %) et les habitants des quartiers prioritaires de la ville (53 %).



Le Service Civique se traduit par un sentiment renforcé d'appartenance à la communauté nationale

De façon subjective, les jeunes témoignent d'une appartenance renforcée à la communauté nationale. Ainsi 36 % des sondés affirment que leur sentiment d'appartenance était fort avant le Service Civique et 46 % après. Si ce gain peut sembler modeste, il est en revanche intéressant de l'analyser en fonction du niveau de diplôme. Les résultats obtenus auprès des jeunes les moins diplômés montrent une évolution de 31 % à 50 % avant et après la participation au dispositif, soit une augmentation de 19 points. À l'inverse, les diplômés du supérieur partent de plus "haut" (41 %), mais progressent moins (46 %). Dès lors, on peut faire l'hypothèse que le dispositif "joue à plein" sur ces publics moins insérés. Il est frappant de voir par ailleurs que les jeunes les moins diplômés ayant effectué un Service Civique sont plus nombreux à se déclarer fiers d'être Français (74 % contre 62 % des diplômés du supérieur). Ce résultat est d'autant plus frappant qu'un effet inverse s'observe en population générale. La fierté d'être Français atteint son acmé parmi les diplômés du supérieur (75 %) et est moins répandue parmi les moins diplômés (59 %). Là encore, pareil écart observé entre les publics infrabacs des deux échantillons laisse penser que le Service Civique a un effet majoré chez ces derniers, également en ce qui concerne la fierté d'appartenance à la nation.

Le point de vue de François Legrand,

Directeur d'études IFOP

"Optimistes, satisfaits de leur place dans la société..."

Les jeunes ayant effectué un Service Civique sont aussi beaucoup plus intéressés par la politique et enclins à se rendre aux urnes que l'ensemble des 18-30 ans. L'étude ne permet pas d'affirmer avec certitude que cet écart s'explique par la participation au dispositif mais il est probable que le Service Civique contribue au moins en partie à favoriser la participation politique et citoyenne. C'est d'autant plus vrai, pour les jeunes plus éloignés de la vie politique et sociale. Ainsi, l'analyse des données de l'étude montre un effet majoré du Service Civique sur les jeunes peu diplômés ou habitant dans des quartiers prioritaires de la ville tant en ce qui concerne l'engagement citoyen que pour le sentiment d'appartenance à la communauté nationale. Si le Service Civique ne saurait donc constituer une réponse unique aux difficultés d'une partie de la jeunesse française, les données de cette enquête montrent qu'il apparaît comme une expérience transformatrice pour une partie des jeunes, notamment les moins diplômés."

